

Note n° 362/Consortium CONFLITS-2035  
du 30 octobre 2018

Marché n° 2017 1050 162 263

EJ court 180 004 69 93

notifié le 17 janvier 2018

réunion de lancement : 13 février 2018

# Stratégies de sécurité en Méditerranée

**NATHALIE RUFFIÉ - PHILIPPE GROS - VINCENT TOURET**



En partenariat avec





# SOMMAIRE

LISTE DES ABREVIATIONS .....	6
RESUME .....	7
INTRODUCTION .....	9
LES SYSTEMES STRATEGIQUES ORGANISANT L'ESPACE MEDITERRANEEN .....	11
1. INTRODUCTION GEOGRAPHIQUE.....	11
2. LE SYSTEME STRATEGIQUE DU MAGHREB .....	12
2.1 La compétition Maroc-Algérie .....	12
2.1.1 Une rivalité entre deux puissances à la posture différente .....	12
2.1.2 L'Algérie, pôle militaire dominant de Méditerranée Occidentale .....	12
2.2 La Libye, déstructurée, épiceutre des menaces irrégulières du Maghreb .....	13
2.2.1 Un État failli aux multiples lignes de fractures.....	13
2.2.2 Les groupes djihadistes .....	14
2.3 Des effets délétères sur la Tunisie.....	14
3. LE SYSTEME STRATEGIQUE DE MEDITERRANEE ORIENTALE .....	16
3.1 Les jeux d'acteurs : entre coalitions régionales et aspirations de puissance .....	16
3.1.1 La Turquie : des ambitions régionales reprenant l'héritage ottoman, actuellement contrariées .....	16
3.1.2 Hezbollah et Iran : « L'axe de résistance » borde les rives de la Méditerranée... mais a peut-être atteint son point culminant .....	17
3.1.3 Israël : des stratégies d'endiguement aux effets incertains .....	17
3.1.4 Les velléités de la puissance régionale égyptienne .....	17
3.2 Le contrôle des espaces syriens, premier enjeu des acteurs levantins .....	18
3.2.1 Russie et « axe de résistance » chiite : deux sauveurs de Bachar aux stratégies divergentes.....	18
3.2.2 Ankara à la recherche de son glacis contre son ennemi principal : la mouvance PKK/YPG .....	19
3.3 Le nouvel enjeu énergétique .....	20
3.3.1 Modélisation de la sécurité énergétique régionale.....	20
3.3.2 Jeu d'influence des puissances internationales et prospective.....	21

<b>3.4</b>	<b>Des émergences militaires au service de ces stratégies</b>	<b>21</b>
3.4.1	Égypte : une émergence à crédit	21
3.4.2	Israël : la plus puissante force militaire de la région, en opérations permanentes, étend ses capacités navales	22
3.4.3	Les forces turques connaissent une forte modernisation s'appuyant sur une BITD hyperactive	22
<b>4.</b>	<b>LE JEU DES GRANDS ACTEURS EXTERIEURS</b>	<b>23</b>
4.1	<b>La Russie enracine au Levant son pôle de rayonnement et sa bulle d'interdiction stratégique</b>	<b>23</b>
4.2	<b>Les États-Unis en perte relative d'influence</b>	<b>24</b>
4.3	<b>Chine : les rivages méditerranéens de la nouvelle route de la soie</b>	<b>25</b>
4.3.1	Intérêts économiques et diplomatiques croissants en Méditerranée	25
4.3.2	Une puissance militaire émergente	25
4.4	<b>Les puissances du Golfe : Arabie Saoudite, Émirat Arabes Unis et Qatar</b>	<b>26</b>
<b>5.</b>	<b>FACTEURS TRANSVERSES DE L'ESPACE MEDITERRANEEN</b>	<b>26</b>
5.1	<b>Trafics illicites et activités clandestines</b>	<b>26</b>
5.1.1	Armes	26
5.1.2	Trafics de drogues : système complexe et interconnecté	27
5.1.3	Dimensions socio-économiques et implications sécuritaires	27
5.2	<b>Les déplacements humains et leurs lourdes conséquences</b>	<b>28</b>
5.2.1	Différentes routes, différentes destinations	28
5.2.2	Engorgement des pays de transit et de destination	28
5.3	<b>Croissance démographique et tensions sur les ressources naturelles</b>	<b>29</b>
<b>IMPLICATIONS POUR LA FRANCE ET RECOMMANDATIONS</b>		<b>31</b>
<b>1.</b>	<b>REFERENTIEL STRATEGIQUE ACTUEL</b>	<b>31</b>
1.1	<b>Des enjeux méditerranéens critiques</b>	<b>31</b>
1.2	<b>Des stratégies plurielles</b>	<b>31</b>
1.2.1	Le cadre de l'Union Européenne	31
1.2.2	Les cadres otanien et onusien	32
1.2.3	Le cadre national	33
1.3	<b>Les spécificités de nos partenaires européens</b>	<b>33</b>
1.3.1	L'Espagne : les « 3M » : multilatéralisme, Méditerranée et Maroc	33
1.3.2	L'Italie : une stratégie intégrale visant à faire de la Méditerranée, la « mission historique » de l'Europe	33
1.3.3	Une Grèce affaiblie développant son partenariat avec Israël et Chypre	34
1.3.4	Malte : une politique de neutralité	34

<b>2. RISQUES GEOSTRATEGIQUES ET OPERATIONNELS MAJEURS.....</b>	<b>35</b>
<b>2.1 Risques d’extension des zones déstructurées et de leurs effets .....</b>	<b>35</b>
<b>2.2 Le retour à un espace de confrontation .....</b>	<b>35</b>
<b>2.3 Risques opérationnels .....</b>	<b>36</b>
<b>3. RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>37</b>
Le renforcement de l’assistance militaire opérationnelle aux pays fragiles .....	37
La question de l’adaptation des efforts de renseignement .....	37
Le renforcement de la présence navale .....	38
L’exploitation aérienne et navale du réseau de bases méditerranéennes .....	38
Sur le long terme, des risques justifiant une stratégie capacitaire de compensation .....	38
<b>ANNEXE 1 –</b>	
<b>DIAGRAMME DES RELATIONS ENTRE LES PRINCIPAUX ACTEURS STRATEGIQUES.....</b>	<b>40</b>
<b>ANNEXE 2 –</b>	
<b>LES ROUTES DU TRAFIC MONDIAL DE CONTENEURS EN 2010 ET EN 2030 .....</b>	<b>41</b>
<b>ANNEXE 3 –</b>	
<b>CARTE DES ESPACES MARITIMES MEDITERRANEEN.....</b>	<b>42</b>
<b>ANNEXE 4 –</b>	
<b>TABLEAU DES PRINCIPAUX CHAMPS GAZIERS DE LA REGION MEDITERRANEENNE ORIENTALE.....</b>	<b>43</b>
<b>ANNEXE 5 –</b>	
<b>CARTE DES PRINCIPAUX CHAMPS GAZIERS ET PETROLIFERES EN MEDITERRANEE ORIENTALE ....</b>	<b>44</b>
<b>ANNEXE 6 –</b>	
<b>CARTE DES ROUTES DU TRAFIC D’ARMES EN MEDITERRANEE .....</b>	<b>45</b>
<b>ANNEXE 7 –</b>	
<b>CARTE DES ROUTES DU TRAFIC DE DROGUES A TRAVERS LA MEDITERRANEE .....</b>	<b>46</b>
<b>ANNEXE 8 –</b>	
<b>CARTE DES MIGRATIONS VERS L’UNION EUROPEENNE .....</b>	<b>47</b>
<b>REFERENCES .....</b>	<b>48</b>

## Liste des abréviations

AFD : Agence Française de Développement	MBS : prince Mohammed Ben Salmane
AFN : Afrique du Nord	MdCN : Missile de Croisière Naval
AKP : Parti de la justice et du développement ( <i>Adalet ve Kalkinma Partisi</i> )	MILGEM : <i>Maddalena Industria Lavorazione Graniti e Marmi</i>
ANP : Armée Nationale et Populaire	MNATF : <i>Multinational Amphibious Task Force</i>
AMO : Assistance Militaire Opérationnelle	NRF : <i>NATO Response Force</i>
AQMI : Al-Qaïda au Maghreb Islamique	ODB : Ordre de Bataille
ALECA : Accords de libre-échange complet et approfondi	ONG : Organisation Non-Gouvernementale
ALP : Armée de Libération du Peuple	OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
ATG : <i>Anti-tank Guided Weapon</i>	PC : Poste de Commandement
BITD : Base Industrielle et Technologique de Défense	PEV : Politique Européenne de Voisinage
BPC : Bâtiment de Projection et de Commandement	PKK : le Parti des travailleurs du Kurdistan ( <i>Partiya Karkerên Kurdistan</i> )
BRI : <i>Belt and Road Initiative</i>	PMO : Partenariat Militaire Opérationnel
C2 : <i>Command and Control</i>	POMO : Proche-Orient Moyen-Orient
CCG : Conseil de Coopération du Golfe	PSDC : Politique de Sécurité et de Défense Commune
COM AMOT : Commandement Spécialisé pour l'Assistance Militaire Opérationnelle de l'Armée de Terre	PSEM : Pays du Sud et de l'Est méditerranéen
CPCO : Centre de Planification et de Conduite des Opérations	R&D : Recherche & Développement
CPMO : Centre du Partenariat Militaire Opérationnel	SAM : <i>Surface to Air Missile</i>
CSIS : Centre pour les Etudes Stratégiques et Internationales	SCAF : Système de Combat Aérien du Futur
DCSD : Direction de la Coopération de Sécurité et de Défense	SDAI : Système de Défense Aérienne Intégrée
DRM : Direction du Renseignement Militaire	SIC : Systèmes d'Information et de Communication
DSF : Document Stratégique de la Façade	SNA : Sous-marin Nucléaire d'Attaque
EAU : Émirats Arabes Unis	SNMCMG : <i>Standing NATO Mine Countermeasures Group</i>
EMA : État-Major des Armées	SNMG : <i>Standing NATO Maritime Group</i>
EMA : <i>Eastern Mediterranean Alliance</i>	SNML : Stratégie Nationale pour la Mer et le Littoral
EMSOME : État-Major Spécialisé pour l'Outre-Mer et l'Étranger	TKMS : <i>ThyssenKrupp Marine Systems</i>
EUNAVFOR Med : <i>European Union Naval Force Mediterranean</i>	TN : Territoire National
FCR : <i>Force Commander Reserve</i>	VTT : Véhicule de Transport de Troupes
FINUL : Force Intérimaire des Nations Unies au Liban	UE : Union Européenne
FIR : Fonction Interarmées du Renseignement	UpM : Union pour la Méditerranée
FREMM : FREgate Multi-Missions	USA : <i>United States of America</i>
GEN : Gouvernement d'Entente Nationale	USAFRICOM : <i>United States Africa Command</i>
GNL : Gaz Naturel Liquéfié	USCENTCOM : <i>United States Central Command</i>
GNSS : <i>Global Navigation Satellite System</i>	USEUCOM : <i>United States European Command</i>
GUN : Gouvernement d'Union Nationale	YPG : les Unités de protection du peuple ( <i>Yekîneyên Parastîna Gel</i> )
JCPOA : <i>Joint Comprehensive Plan of Action</i>	ZEE : Zone Economique Exclusive
LTTE : <i>The Liberation Tigers of Tamil Eelam</i>	
MANPADS : <i>Man-portable Air Defence Systems</i>	

## Résumé

La Méditerranée connaît depuis plusieurs années une profonde évolution des enjeux et des rapports de force stratégiques. Les « révolutions » arabes depuis 2011 ont redistribué bien des cartes : changements de régime, guerres civiles, fragmentation de territoires, expansion du djihadisme. Au Maghreb, l'achèvement de la forte émergence militaire algérienne rend d'autant plus critiques les incertitudes quant à l'avenir du système de pouvoir à Alger, qu'il s'agisse de sa stabilité ou de la pérennité de sa posture de « non-alignement défensif ». Quant à la guerre civile en Libye, elle repose sur un mille-feuille de lignes de fracture pérennisant la déstructuration du pays et ses débordements djihadistes déstabilisateurs en Tunisie. La situation du Levant est plus complexe encore. S'y confrontent les trois puissances régionales que sont la Turquie, à la situation géostratégique très incertaine, Israël et l'Égypte, émergent à crédit. S'y exacerbe la confrontation entre « l'axe de résistance » constitué par l'Iran et le Hezbollah, qui étend sa présence jusqu'aux rivages de la Méditerranée, et la coalition sunnite à la posture devenue plus agressive sous le leadership saoudien mais au destin lui aussi incertain. La Syrie reste le premier enjeu de ces rivalités : la victoire de Bachar el-Assad laisse place à un paysage fragmenté où la Turquie étend au Nord la lutte contre ses ennemis kurdes et où se dessinent les divergences entre les deux sauveurs du régime de Damas, l'Iran et la Russie. S'affirme ensuite l'enjeu énergétique maritime qui motive les rapprochements entre Israël, Chypre et l'Égypte face à la Turquie et les émergences navales de l'ensemble de ces puissances.

Dans ce contexte, la Russie consolide son rôle de puissance arbitre au Levant en contrepoint des Occidentaux, adossée à une incontournable capacité militaire. Elle étend, en outre, sa présence économique et son influence au reste du bassin. Celle des États-Unis tend à se réduire : si le Maghreb n'est pas une de leurs priorités, leur retrait du Levant reste cependant peu probable à moyen terme car à la lutte contre Daech viennent s'ajouter l'endiguement de l'Iran et la compétition

stratégique avec la Russie. Enfin, se dessine le renforcement de la présence chinoise actuellement économique, mais qui pourrait se renforcer à terme sur le plan sécuritaire. L'interconnexion du système méditerranéen en fait aussi un centre névralgique des flux illicites aux effets très déstabilisants. Les trafics d'êtres humains, d'armes et de drogues se fondent sur de véritables plates-formes de transit et sur des réseaux raccordés entre les trois continents et sont aggravés par des facteurs socio-économiques délétères dans des pays fragiles.

Dans ce paysage, le gros de notre action, qui s'inscrit dans des cadres multilatéraux, principalement européen, ou multinationaux (notamment le dialogue 5+5), vise surtout ces espaces déstructurés et leurs effets entropiques. L'action sécuritaire se concentre sur la lutte contre les trafics de migrants et le terrorisme. Cependant, au-delà des nombreuses initiatives sectorielles, ni la France, ni l'UE ne déploient de réelle stratégie intégrale, une lacune aggravée par les divergences avec certains alliés, notamment l'Italie. Or, au-delà des défis de déstructuration, la Méditerranée tend à redevenir l'espace de confrontation stratégique qu'elle a toujours été, une situation que la prochaine crise économique ne devrait pas manquer d'accentuer. Ceci signifie pour la France un risque de « préclusion stratégique » en fonction de la nature des crises à venir et des partenaires y prenant part. Sur le plan opérationnel, le risque est de devoir opérer dans des environnements naval, aérien voire électromagnétique non permissifs. Ce risque est évident dans le paysage géostratégique congestionné que constituent le Levant et la Méditerranée orientale. Il est aussi présent au Maghreb. Dans ce contexte, la présente note recommande une adaptation des efforts de renseignement, la sollicitation de nos alliés pour un accroissement de la présence navale et une meilleure exploitation du réseau de bases méditerranéennes, atout stratégique majeur des Européens. Au-delà, ces risques plaident, une fois encore, pour l'adoption d'une stratégie capacitaire de « compensation ».





# Introduction

Pour Fernand Braudel, la Méditerranée est « mille choses à la fois, non pas un paysage, mais d'innombrables paysages, non pas une mer, mais une succession de mers, non pas une civilisation, mais des civilisations entassées les unes sur les autres »<sup>1</sup>. Cette « mer au milieu des terres » ne représente pas un espace cohérent et unitaire. Il est d'ailleurs difficile de la définir précisément, elle peut se caractériser comme une région de sous-régions (comprenant le Sud-Est de l'Europe, l'Afrique du Nord, le Maghreb et le Levant) ou comme une interface entre des régions bien définies (l'Europe, l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient). Quelle que soit sa dénomination, la Méditerranée est considérée comme le berceau de la civilisation, un carrefour majeur d'échanges économiques, diplomatiques et culturels.

Avec le processus de Barcelone en 1995, les pays de la zone méditerranéenne envisageaient de créer une zone de libre-échange régionale. Dans la réalité, il ne s'est traduit que par la multiplication d'accords bilatéraux entre les pays de l'Union Européenne (UE) et les pays du Sud et quelques accords régionaux, notamment en Afrique du Nord. Au niveau économique, le nombre de mesures protectionnistes et la superposition des accords rendent complexe le processus d'échange entre les pays. Au niveau politique, la crise de 2008 puis les printemps arabes de 2011 n'ont pas permis aux pays de la région, notamment ceux du Sud et de l'Est, de s'ouvrir complètement sur l'extérieur. Enfin, au niveau stratégique, on assiste à une recomposition des puissances régionales et leur émergence militaire, à des degrés divers, toujours vis-à-vis de leurs voisins proches. Quant aux acteurs internationaux, leurs positions diffèrent selon les objectifs nationaux : la Russie effectue un retour dans la zone après les années 1980, la Chine impose sa présence économique et souhaite protéger militairement ses investissements, alors que la présence américaine interroge.

Aujourd'hui, il existe une multitude de fractures à l'échelle méridionale et septentrionale qui aggravent un espace largement fragilisé par des crises et des conflits récurrents et durables. Ces zones déstructurées (Lybie et Syrie) poussent la création d'alliances éphémères, voire contradictoires avec les objectifs nationaux, entre États ou groupes non-étatiques. Ces multiples fragmentations rendent nécessaires la description de ce système méditerranéen ainsi que les différents acteurs régionaux, subrégionaux et internationaux qui évoluent en son sein (cf. Voir le diagramme des relations entre les acteurs en annexe 1).

Cette note est articulée en deux parties :

- ➔ La première a pour finalité d'identifier les facteurs de risques stratégiques et opérationnelles dont recèle la zone. Elle repose sur une approche systémique partielle combinant l'étude des relations entre acteurs stratégiques et les facteurs transverses. Les analyses préparatoires ont amené l'équipe de recherche à faire le choix de distinguer deux sous-systèmes, l'un centré sur le Maghreb, l'autre sur le Levant. Les acteurs internationaux ainsi que les facteurs relevant des deux sous-systèmes sont traités séparément. Les acteurs européens sont, bien entendu, chacun partie intégrante de ce système, mais étant donné l'extrême intégration de leurs actions dans les cadres multilatéraux, ils sont traités en seconde partie.
- ➔ Cette seconde partie a pour finalité de parvenir à des recommandations pertinentes pour les états-majors. Elle décline tout d'abord les différentes stratégies mises en œuvre par la France, aux différents niveaux : multilatéral, multinational et national. Elle entend ensuite tirer les implications de la première partie en identifiant les principaux risques stratégiques et opérationnels se posant à terme à nos appareils de force.



# Les systèmes stratégiques organisant l'espace méditerranéen

## I. Introduction géographique

Il n'est nullement question ici de dresser un exposé exhaustif de la géographie complexe de cette zone, mais de mettre en exergue quelques traits saillants ayant des implications stratégiques et opérationnelles, notamment sur le plan physique et économique.

La mer Méditerranée est une mer intercontinentale de 2,5 millions de km<sup>2</sup>. Presque fermée, elle ne dispose que de trois accès :

- ➔ Le détroit de Gibraltar, qui commande l'accès à l'Atlantique et aux ports d'Europe du Nord. C'est aussi le point de passage entre l'Afrique et l'Europe ;
- ➔ Le détroit des Dardanelles : long passage maritime de 90 km reliant la mer Égée à la mer de Marmara, donnant l'accès à la mer Noire donc au monde russe ;
- ➔ Le canal de Suez qui commande l'accès à la mer Rouge et par le détroit Bab-el-Mandeb, aux océans Indien et Pacifique, donc aux ressources d'hydrocarbures du Golfe Persique et aux productions industrielles d'Asie.

Ces trois accès sont autant de points de passage pour des lignes de communication comptant parmi les principales artères économiques mondiales (25 % du fret maritime, 30 % du trafic pétrolier, 31 % du tourisme<sup>2</sup>). Environ 300 navires passent par exemple quotidiennement par Gibraltar<sup>3</sup>. Pour autant, la Méditerranée reste avant tout un espace de transit pour le commerce mondial : aucun de ses ports n'atteint les 100 000 tonnes de marchandises échangées (les trois premiers étant Algésiras [91 000 t en 2015], Marseille [81 000 t] et Botas en Turquie [78 000 t] à comparer avec les 466 000 t de Rotterdam)<sup>4</sup> et ne figure parmi les 40 premiers mondiaux.

Sur le plan stratégique, cela implique que **la sécurité des lignes de communications maritimes méditerranéennes est un enjeu** non seulement pour les pays du pourtour mais aussi **pour l'ensemble des grands pôles économiques et énergétiques mondiaux reliés par ce biais que sont l'Asie du Nord, le Moyen-Orient et l'Europe du Nord** (voir annexe 2). A ces flux de marchandises, s'ajoutent les flux de données transitant par un réseau de câbles sous-marins qui pour l'essentiel courent de Gibraltar et Marseille, par le détroit de Sicile, vers Suez.

Sur le plan de la géographie physique, la Méditerranée est le mariage de la mer et de la montagne. Elle représente donc un espace très compartimenté. Elle se compose d'un bassin occidental allant du détroit de Gibraltar à la Sicile, d'un bassin oriental allant de la Sicile au canal de Suez et de mers secondaires, Adriatique et Égée, parsemées de multiples îles. **L'histoire géostratégique de la Méditerranée est celle du contrôle ou de l'exploitation de ses îles** : Corse, Sicile, Malte, Crète, îles grecques et Chypre. Sur les littoraux, **les reliefs escarpés qui caractérisent cette géographie tourmentée confinent les interfaces avec la Terre, compliquant les opérations amphibies, sauf sur la longue côte s'étendant de la Tunisie à Israël**. Pour une mer quasi-intérieure, les bassins peuvent être assez profonds (2 500-3 000 m pour le bassin occidental, plus de 3 000 m entre la Sicile et la Crète). **Cette profondeur, associée à la compartimentation, favorise les opérations d'interdiction navale notamment les opérations sous-marines.**

## 2. Le système stratégique du Maghreb

### 2.1 La compétition Maroc-Algérie

#### 2.1.1 Une rivalité entre deux puissances à la posture différente

Le Maroc et l'Algérie se présentent comme deux puissances rivales mais à la situation différente. Elles ont en commun une problématique de sécurité intérieure (pour le Maroc, le conflit sur le contrôle du Sahara Occidental avec la République arabe sahraouie démocratique soutenue par Alger, pour l'Algérie, le terrorisme d'AQMI, résiduel). Leurs postures stratégiques sont, cependant, aux antipodes : le Maroc bénéficie du soutien actif des États-Unis et le roi Mohammed VI a engagé son royaume dans une vaste politique étrangère de soutien à la stabilisation en Afrique. L'Algérie fait a *contrario* figure de « non aligné défensif », désapprouvant les interventions extérieures (notamment française) dans la zone, restant attachée à une stricte doctrine non-interventionniste à l'extérieur – exception faite des opérations de poursuite des djihadistes en Tunisie. Elle s'équipe auprès des Russes mais entretient, par exemple, un partenariat avec l'OTAN.

#### 2.1.2 L'Algérie, pôle militaire dominant de Méditerranée Occidentale

Cette rivalité induit, cependant, une course aux armements qui compte pour plus de 60 % des dépenses d'armement du continent<sup>5</sup>. En dépit du marasme économique, Alger maintient les plus imposantes dépenses militaires du continent africain. Après avoir connues une hausse continue depuis 2004, ces dernières se stabilisent depuis 3 ans à plus de 10 Mds\$, absorbant près du quart du budget de l'État. En dépit d'effectifs faibles ayant assez peu évolués (130 000 militaires d'active et conscrits), l'armée nationale et populaire (ANP) s'impose ainsi comme l'une des plus puissantes forces militaires de la Méditerranée. Ses pierres angulaires restent celles d'une armée formée et organisée à la soviétique : une force terrestre fortement blindée (1 200 chars), une artillerie lourde faible mais en cours de modernisation incluant des lanceurs Iskander ; un SDAI intégrant la panoplie S-300

PMU2 / Buk-M2E / Pantsir S1 ; une quarantaine d'appareils SU-30 MKK ; une marine articulée autour d'un navire amphibie dérivé de la classe San Gorgio, 5 frégates et 6 sous-marins d'attaque Kilo à MdCN supersoniques Klub-S<sup>6</sup>.

Cette réelle émergence militaire capacitaire relèverait d'une double finalité : d'une part la contre-insurrection, largement réussie, et la sécurisation des frontières, plus problématique au sud ; d'autre part, et surtout, la préparation à des risques toujours présents de guerre conventionnelle avec le Maroc ou avec toute autre puissance ayant quelque velléité interventionniste dans la zone. Cette double finalité serait à replacer également dans le contexte d'une divergence de cultures stratégiques entre les communautés d'officiers arabisants ou francophones<sup>7</sup>. La vigueur de cette émergence capacitaire interroge cependant. Elle pourrait s'expliquer par d'autres facteurs : volonté de développer des capacités hauturières pour couvrir les éventuels gisements offshore dont la Sonatrach a commencé la prospection au large de Beida et Oran ?<sup>8</sup> Consolidation du régime ? Ou plus prosaïquement, la captation de la rente par les militaires, liée aux enjeux politiques et financiers internes au système de pouvoir d'Alger ?

Le royaume chérifien dispose pour sa part de forces armées de bon niveau, nombreuses (près de 200 000 hommes), bien encadrées, avec un fort pourcentage de professionnels, bénéficiant d'entraînements avec les Occidentaux, de l'incorporation dans la plateforme d'interopérabilité de l'OTAN depuis 2016 et de l'expérience acquise lors de plusieurs déploiements extérieurs, notamment celui des forces aériennes contre les Houthis au Yémen de 2015 à avril 2018. Selon Josep Baqués, de l'université de Grenade, le gros du dispositif militaire marocain serait déployé face à l'Algérie. A l'instar de cette dernière, et en dépit d'un budget de 3,5 Mds\$, les forces marocaines ont réalisé une modernisation importante, notamment dans le domaine terrestre. Le parc blindé a reçu, en effet, environ 600 chars et autant de VTT. L'artillerie, centre de gravité des forces marocaines, comptant près de 300 obusiers autoproulsés, est également en cours de moderni-

sation. Ces moyens proviennent principalement de l'acquisition de surplus de l'US Army et d'importations de matériels chinois<sup>9</sup>. La modernisation des forces aériennes et navales, de formats réduits, est plus limitée : acquisition d'une trentaine de F-16, de drones Predator XP, modernisation des Mirage F-1, acquisition d'une FREMM.

Ainsi, dans sa balance des potentiels avec Alger, Rabat maintient, au moins sur le plan des équipements, un relatif équilibre dans le milieu terrestre. L'organisation tactique des forces algériennes semble cependant mieux adaptée à un conflit conventionnel (structures divisionnaires vs. bataillon). Le Maroc apparaît surclassé dans le milieu aérien car si les forces aériennes sont de volume et de sophistication comparables, le royaume ne compte aucune capacité de défense aérienne longue portée et ses moyens aéromobiles sont réduits. L'écart est également criant sur le plan naval, le Maroc ne disposant d'aucune composante sous-marine. Sans surprise, les autorités marocaines cherchent à corriger ces lacunes. Ces écarts ne préjugent cependant pas d'une supériorité capacitaire algérienne décisive car il est possible que le Maroc dispose d'un certain avantage dans d'autres facteurs capacitaires (recrutement et entraînement).

**L'avenir du système stratégique de la région apparaît lié à la double incertitude sur le destin de l'Algérie :**

- ➔ L'incertitude sur la stabilité du pays. Elle tient à deux facteurs : la fragilité du système de pouvoir dans cette période de transition post-Bouteflika et les difficultés économiques liées au cours du pétrole trop bas qui ont abouti à l'évaporation des réserves de change et à la rétractation de l'économie de rente qui fait vivre le pays ;
- ➔ L'incertitude sur la posture stratégique de non-alignement. Si le système de pouvoir à Alger traverse la transition sans rupture, l'autre risque est que l'Algérie modifie sa posture stratégique vers un « non-alignement plus actif » vis-à-vis des interventions extérieures dans ses espaces régionaux.

## 2.2 La Libye, déstructurée, épice centre des menaces irrégulières du Maghreb

### 2.2.1 Un État failli aux multiples lignes de fractures

La guerre civile dans laquelle la Libye s'est enfoncée depuis 2011 obéit à un entrelacs de dynamiques de confrontations<sup>10</sup>, simplifié ci-après (à l'extrême).

- ➔ Au niveau macro-politique, elle se traduit actuellement par l'affrontement de deux gouvernements : le Gouvernement d'Entente Nationale (GEN) de Tripoli, dirigé par Faïez el-Serraj, et le gouvernement de Tobrouk dont l'homme fort est le général Haftar, chef de l'armée nationale libyenne. Si les deux entités disposent de soutiens propres (Qatar pour le premier, Égypte et EAU pour le second), elles sont en compétition de légitimité auprès des Occidentaux, le GEN ayant été reconnu par la communauté internationale en 2015, Haftar s'étant quant à lui imposé par les armes comme interlocuteur incontournable et bénéficiant du soutien des États-Unis et de la France ;
- ➔ Chacune de ces entités repose sur un espace politique totalement fragmenté : elles se fondent tout d'abord sur une forte assise tribo-clanique, respectivement en Tripolitaine et en Cyrénaïque, véritable instrument de contrôle politique et social du pays, mais dont les franges sont éminemment instables. Les liens d'allégeance des tribus Toubous et Touaregs, qui commandent le contrôle du Fezzan, sont ainsi changeants et empêchent la victoire décisive de l'un ou de l'autre camp. Les autorités municipales sont également des acteurs clés de ce paysage morcelé ;
- ➔ Ces acteurs politiques ont recours militairement à un kaléidoscope de milices. Une partie de ces dernières se sont polarisées au cours des années de conflits (la coalition des milices de Misrata soutenant le GEN, celle des Zenten soutenant le général Haftar), mais elles entretiennent des dynamiques conflictuelles propres, en témoignent les affrontements récents à Tripoli entre milices soutenant théoriquement le GEN ;

- ➔ De fait, les ressorts de ces affrontements entre milices sont multiples et souvent locaux : rivalités historiques, affrontements entre acteurs « révolutionnaires » de 2011 et conservateurs, vendetta, compétitions pour l'accès aux ressources (par exemple, le contrôle des trafics de migrants ou de l'aide financière fournie par les Européens pour les stopper).

### 2.2.2 Les groupes djihadistes

Dans ce paysage, Daech a initialement su profiter de l'absence de contrôle par l'une ou l'autre des coalitions pour territorialiser son emprise dans le centre du pays à Syrte et à Benghazi. Cependant, ces emprises ont été annihilées entre 2016 / 17, notamment par les milices de Misrata puis par le général Haftar, avec l'appui des frappes américaines. Il n'en reste pas moins que le mouvement reste bien présent, notamment dans le Fezzan, reconstitue ses rangs avec les combattants de retour du Levant, profite également des trafics et poursuit ses attaques de guérilla contre les acteurs locaux et contre les forces tunisiennes, de part et d'autre d'une frontière inexistante.

AQMI est bien sûr l'autre entité djihadiste majeure, très présente de la Cyrénaïque (notamment Derna où elle s'est violemment affrontée avec Daech en 2015) au Fezzan, base arrière d'où elle peut rayonner vers le Sahel. Ses relations avec Daech iraient de la coopération à l'affrontement au grès des circonstances.

Dans ce contexte, la tenue des élections prévues en décembre 2018, poussée par la France (dont l'Italie, ancienne puissance coloniale, critique vivement « l'ingérence »), reste très incertaine. Plus généralement, on peine à distinguer un mécanisme viable de stabilisation et, une nouvelle fois, en quelle mesure le « doctrinalement correct » du *state-building* fondé sur la légitimation électorale et l'institutionnalisation peut parvenir à des effets décisifs. Cette déstructuration de long terme a une influence directe sur la lutte contre le terrorisme et la pérennité des mesures permettant de lutter contre les trafics de migrants notamment.

## 2.3 Des effets délétères sur la Tunisie

La Tunisie est le pays qui a montré le plus grand progrès en termes de transition démocratique. Elle a tenu deux élections nationales majeures, observées par la communauté internationale. Elle a également voté une nouvelle constitution en janvier 2015 après un débat soutenu entre les Islamistes et les modérés. Le pays est cependant confronté à de lourds défis :

- ➔ Le premier, sécuritaire, réside évidemment dans la guérilla que mènent les djihadistes dans le Sud du pays et dans le Djebel. Leurs rangs seraient alimentés par des centaines de combattants de Daech provenant de Libye et/ou revenus de Syrie (le nombre de Tunisiens ayant rejoint Daech était estimé en 2016 à 6-7 000)<sup>11</sup>.
- ➔ Le système démocratique est à ses débuts ;
- ➔ La stagnation économique (chômage à 15 %) de la population et la corruption fragilisent le pays ;

Marginalisées par Ben Ali, les forces armées tunisiennes ne se sont pas opposées à la révolution de 2011 et semblent respecter le jeu démocratique. Sur le plan capacitaire, ce sont les moins nombreuses du monde arabe (35 000 hommes, 3 brigades, une trentaine d'avions de combat, une douzaine de vedettes). En dépit d'un budget restant inférieur à 1 Md\$, ces forces, notamment terrestres, connaissent une certaine modernisation. Elles bénéficient d'aides militaires non négligeables, en forte augmentation depuis les attaques de 2015. Environ 850 militaires étrangers sont ainsi présents sur le sol tunisien<sup>12</sup>. L'aide est avant tout américaine (140 M\$ en 2017<sup>13</sup>) avec entraînements et fournitures d'équipements – véhicules, navires, radios, etc. Les aides française (20 M€ sur 2016-17 avec un effort sur les forces spéciales, point fort de l'armée tunisienne et le renseignement<sup>14</sup>), italienne et allemande viennent ensuite. Très préoccupé par la présence d'AQMI dans le djebel de l'ouest (Kasserine notamment), par les menaces grandissantes d'infiltration à ses frontières et la difficulté des forces tunisiennes à y faire face, Alger fournit également une aide importante à Tunis (coordination des opérations avec droit de poursuite sur le terri-

toire tunisien négocié en 2017, appui renseignement, entraînement).

### 3. Le système stratégique de Méditerranée orientale

Le Levant et la Méditerranée orientale constituent bien un système stratégique caractérisé par les stratégies de puissance et les relations complexes qu'entretiennent les trois acteurs régionaux majeurs (Turquie, Israël, Égypte), la puissance russe ; l'arc perso-chiite (l'Iran et son affidé le Hezbollah) et les puissances sunnites du Golfe, autour des enjeux que sont principalement la Syrie dans l'immédiat et la sécurisation des intérêts énergétiques en Méditerranée.

#### 3.1 Les jeux d'acteurs : entre coalitions régionales et aspirations de puissance

##### 3.1.1 La Turquie : des ambitions régionales reprenant l'héritage ottoman, actuellement contrariées

La dynamique d'affirmation de la Turquie comme puissance régionale et comme modèle en Méditerranée, initiée par l'AKP et le président Erdogan, renouant ainsi avec l'héritage ottoman, a été entravée par les révolutions arabes. La politique du « zéro problème avec ses voisins » a progressivement glissé vers une situation de « zéro voisin sans problème ».

Elle souhaitait ainsi s'imposer comme un arbitre ou un médiateur dans les conflits centraux : Israël vs Territoires Palestiniens, Occident vs monde arabe, etc. Un autre attribut de cette émergence est la stratégie de déploiement décidée par Ankara, notamment le déploiement de l'équivalent d'une brigade sur une base au Qatar.

Or, ces ambitions sont contrecarrées par un certain nombre de dossiers épineux : en premier, le primat absolu de la question kurde qui amène Ankara à intervenir directement en Syrie avec tous les risques que cette situation implique vis-à-vis de Damas et de Moscou, les conflits non résolus avec la Grèce, les revendications arméniennes, la partition de Chypre.

Même si la coopération au sein de l'OTAN se maintient, les rapports de la Turquie avec ses partenaires européens et américains se sont fondamen-

talement dégradés. Les sujets de discorde ne manquent pas :

- ➔ La difficile relation avec l'UE sur la question du contrôle des flux de migrants<sup>15</sup> et le gel de sa candidature à l'UE ;
- ➔ Avant tout, l'organisation terroriste constituant l'ennemi prioritaire diffère : le PKK et son prolongement syrien, le YPG, pour Ankara, Daech pour les Occidentaux qui s'allient pour ce faire au YPG ;
- ➔ La réaction de Washington au putsch de 2016 contre Erdogan : elle alimenterait la suspicion de ce dernier quant aux intentions des États-Unis où réside Gülen, désigné comme instigateur du putsch ;
- ➔ Le soutien des Américains au partenariat Israël-Grèce-Chypre aussi probablement ;
- ➔ La dénonciation par les États-Unis du JCPOA et les menaces de sanctions à l'égard des entreprises poursuivant leurs affaires avec l'Iran, Ankara considérant Téhéran comme un partenaire régional, important dans la gestion du problème kurde, et avec lequel elle entretient des relations commerciales significatives.

Dans ce contexte, à partir de 2016, la Turquie s'est rapprochée de la Russie. Les liens économiques, déjà largement développés depuis une quinzaine d'années, se sont resserrés notamment sur le plan énergétique. Le président Erdogan a donné son accord à la construction du gazoduc TurkStream de Gazprom, traversant la mer Noire, renonçant à ses propres projets en la matière. Sur le dossier syrien, il a également renoncé au départ de Bachar el-Assad. Si les Russes ne s'opposent pas entièrement aux actions turques contre les acteurs kurdes en Syrie, ils maintiennent cependant des liens avec le PYD et ont même coopéré avec les Américains pour obtenir la cessation de l'opération bouclier de l'Euphrate en 2017.

Ainsi, les frustrations générées à Ankara par ces décisions, les différences fondamentales de conception géopolitiques entre les deux puissances, l'islamisation de la



politique turque, rendent sceptiques plusieurs spécialistes quant à la pérennité de ce partenariat avec la Russie que chacun des deux hommes forts semble, en fait, instrumentaliser dans le contexte de leurs relations avec les Occidentaux<sup>16</sup>.

### 3.1.2 Hezbollah et Iran : « L'axe de résistance » borde les rives de la Méditerranée... mais a peut-être atteint son point culminant

L'Iran a adopté une « politique en archipel »<sup>17</sup> vis-à-vis de son environnement proche. Par ambition régionale et par hantise d'un renversement de son régime, elle a poursuivi la constitution d'un vaste bloc militaire qui lui sert autant de glacis protecteur dans l'hypothèse d'une intervention étrangère que d'un réservoir de forces projetables. L'Iran appréhende en effet Irak-Syrie-Liban comme un même théâtre d'opération à travers la polarisation de leurs sociétés par la violence qu'elle instrumentalise à son avantage. Sous couvert de missions d'assistance opérationnelle en Irak et en Syrie, l'Iran a ainsi mené à bien une opération de subversion de leurs structures étatiques.

Le Hezbollah a représenté dans ce schéma le prototype de ses milices satellites. Il lui est indissociable. Au Liban, le groupe est particulièrement bien implanté socialement, et représente désormais une force économique non négligeable. Tirant pleinement parti du système politique « consociatif » du pays des cèdres, il est l'un des principaux acteurs des institutions de l'État, y compris sur le plan militaire<sup>18</sup>. Sur le plan capacitaire, il n'a plus rien à voir avec la force de guérilla hybride de 2006. Il est ainsi peut-être le plus grand bénéficiaire de la guerre syrienne avec la montée en puissance et en gamme de ses moyens lourds et balistiques<sup>19</sup>, l'aguerrissement de ses troupes et l'acquisition d'une véritable profondeur stratégique par son installation en Syrie. Il développe aussi des capacités navales lui permettant de répliquer partiellement en Méditerranée orientale des modes d'action de guérilla de même nature que ceux que l'Iran est en mesure d'appliquer dans le Golfe.

Or avec la victoire probable de Bachar el-Assad et le succès des Unités de Mobilisation Populaire irakiennes, le scénario semble se répliquer à l'échelle régionale. Il concrétiserait le projet iranien d'un

« Axe de Résistance », anti-occidental, « anti-sioniste » et pan-chiite de Beyrouth à Ormuz.

Le seul angle mort de cette politique étrangère est son coût économique et humain pour la société iranienne elle-même. L'éclatement de manifestations graves en réaction à une situation économique déplorable due aux sanctions, et assombrie par l'espoir déçu du JCPOA, souligne peut-être que l'Axe de Résistance a dépassé son point culminant en termes d'expansion.

### 3.1.3 Israël : des stratégies d'endiguement aux effets incertains

Israël poursuit dans la zone une stratégie de contrôle visant à entraver l'émergence de toute menace crédible. Le pays bénéficie de l'appui massif des Américains, de la neutralité russe, de partenariats affirmés avec l'Égypte et la Jordanie, et plus implicitement des puissances du Golfe. Il met également en place une alliance tripartite avec la Grèce et Chypre visant ouvertement Ankara, et contribuant à sécuriser ses intérêts énergétiques.

L'État hébreu est, dans ce contexte, en opérations permanentes dans un double cadre :

- ➔ D'une part, la guerre irrégulière contre le Hamas à Gaza, combinant posture défensive permanente et opérations offensives si besoin.
- ➔ D'autre part, la guerre larvée contre le Hezbollah et l'Iran combinant actions clandestines, cyber, opérations spéciales et frappes d'interdiction en Syrie du renforcement capacitaire du proto-État libanais (avec 200 frappes contre des cibles iraniennes ou affiliées au Hezbollah en Syrie dans les 18 derniers mois).

Pour Israël, la question est de savoir si ces stratégies d'endiguement :

- ➔ sont réellement efficaces étant donnée la montée en puissance réalisée par le Hezbollah ;
- ➔ peuvent être prolongées dans un environnement particulièrement instable et mouvant.

### 3.1.4 Les velléités de la puissance régionale égyptienne

Avec l'arrivée au pouvoir du général Al-Sissi, l'Égypte a retrouvé un système de pouvoir relativement stable mais dans lequel n'existe aucune réelle

opposition politique. L'autoritarisme politique, mais aussi la situation économique, attisent cependant les mécontentements. Certes, les réformes entreprises tendraient à améliorer cette situation économique, mais elles renforcent la dépendance financière du pays à l'égard des argentiers du FMI et du Golfe.

Le Caire n'en tente pas moins de poursuivre une logique d'affirmation de puissance, laquelle passe par :

- ➔ L'intervention dans le chaos libyen ;
- ➔ La sécurisation de sa ZEE dont l'enjeu s'est brutalement accru avec les découvertes de gisement de gaz (voir ci-dessous) ;
- ➔ L'alliance avec l'Arabie Saoudite et les EAU pour contrer l'expansion de l'Iran. Ainsi « *la sécurité du Golfe [persique] est inséparable de la sécurité stratégique de l'Égypte* »<sup>20</sup>. Cependant, le lien de dépendance à l'égard de Riyad agacerait au Caire et des divergences existeraient quant à la priorité des enjeux, notamment la subordination par Riyad de l'opposition aux Frères musulmans au primat absolu de la lutte contre l'Iran.

Cependant, l'épineuse question de l'endiguement de l'insurrection de Daech dans le Sinaï, depuis 2013, montre les limites stratégiques de cette affirmation de puissance du Caire. Certes, les grandes opérations de ratissage et la puissance aérienne seraient parvenues à dégrader les capacités opérationnelles de la Willaya. Depuis 2015, les efforts de contre-insurrection menés par le Caire ont évolué avec le développement d'une stratégie plus large que le seul recours aux forces armées et un soutien massif de la part des Israéliens. Pour autant, cette stratégie peinerait à décapiter le leadership ou encore à détruire le système de ressources d'une willaya qui fait preuve de beaucoup de résilience. La brutalité des opérations militaires contribue par ailleurs à entretenir le terreau de l'insurrection, renforçant l'aliénation des tribus bédouines, antienne bien connue de ces guerres irrégulières<sup>21</sup>.

À terme, la dé-paramilitarisation de Daech dans le Sinaï n'est pas impossible si l'on suit les schémas classiques de contre-insurrection nationale exécutés avec détermination même avec des modes d'action conventionnels (destruction du LTTE par exemple). On peut cependant douter de la

stabilisation de la zone. Des facteurs d'incertitude résident aussi dans l'évolution des relations avec les puissances du Golfe et plus généralement de l'affirmation de l'Égypte comme puissance régionale.

### 3.2 Le contrôle des espaces syriens, premier enjeu des acteurs levantins

La Syrie est devenue le théâtre d'affrontements par communautés interposées de puissances extérieures pour l'hégémonie régionale. Fait symptomatique, le maintien au pouvoir de Bachar el-Assad, pierre d'achoppement de tout règlement politique, n'est plus en question : c'est bien celle du degré d'influence voire de sujétion que la Russie et l'Iran réussiront à pérenniser en Syrie face aux puissances du Golfe et aux États-Unis qui importe aujourd'hui. Au processus de Genève, s'est ainsi imposé l'accord d'Astana entre Iran, Russie et Turquie, non pour mettre fin au conflit mais pour faciliter son règlement militaire par l'établissement de zones de contrôle. Trois enjeux restent en suspens :

- ➔ **Le degré de rivalité entre les projets russes et iraniens sur le futur du pays** : entre plateforme de projection pour la Russie et corridor stratégique de « l'Axe de Résistance » que cherche à structurer l'Iran vis-à-vis d'Israël et des puissances du Golfe ;
- ➔ **L'autonomie des divers groupes non-étatiques vis-à-vis de leurs parrains** : l'existence du *Rojava* kurde, la subordination des salafistes d'Idleb à la Turquie et la cohérence des milices pro-iraniennes ;
- ➔ **La nature de la présence turque au nord du pays** : entre la sécurisation de gages territoriaux pour de futures négociations ou l'installation d'enclaves satellisées à la manière d'un glacis contre les Kurdes et d'une zone tampon pour les réfugiés.

#### 3.2.1 Russie et « axe de résistance » chiite : deux sauveurs de Bachar aux stratégies divergentes

L'implication iranienne en Syrie s'inscrit aujourd'hui dans le prolongement d'une stratégie de dissuasion contre Israël, par la menace que fait peser le Hezbollah sur sa population civile. Le régime de Bachar

el-Assad faisait office d'interface voire d'arrière logistique pour le groupe libanais avant l'ouverture du pays dans les années 2000<sup>22</sup>. Or, la dépendance de la Syrie à l'aide iranienne est telle que certains la décrivent comme une « 35<sup>e</sup> province » de l'Iran.

Cette dépendance est tout d'abord économique. Ainsi, l'Iran a ouvert à son bénéfice une ligne de crédit de plus de 3 milliards de dollars en 2013, augmentée d'un milliard en 2015 et fournit jusqu'aux 2/3 de sa consommation en pétrole<sup>23</sup>.

Elle est aussi technique et capacitaire. Pour pallier l'attrition de ses effectifs, le régime a en effet dû recourir à la « milicisation » de ses forces armées. Une tâche échue à l'Iran et au Hezbollah dès 2012, entraînant leur réorganisation comme « Forces de Défense Nationale » sur le modèle des *Bassidji*. Avec l'intensification du conflit et un besoin constant de nouvelles recrues, l'Iran a ensuite mobilisé les minorités chiites marginalisées et paupérisées : militants irakiens, hazaras afghans (également des Afghans du Nord, voire une minorité sunnite), et mêmes chiites indiens<sup>24</sup>, jusqu'à constituer un « Djihad chiite » au nom de la défense des lieux saints et l'éradication des *Takfiris* (apostats)<sup>25</sup>. La pression est telle que le discours iranien et l'idéologie khomeyniste du *Vilayat-e Faqih* (gouvernement théologique) rayonnent et agrègent des groupes de confessions ou d'ethnies différentes qui en viennent à adopter les codes du Hezbollah<sup>26</sup>.

Au-delà d'avoir réussi à préserver son interface logistique avec le Liban, la victoire iranienne en Syrie signifie ainsi l'arrivée à maturité d'un modèle de guerre par procuration à l'œuvre notamment au Yémen. Ce conflit lui a mis à disposition un vaste réservoir de militants aguerris et interopérables où l'Al-Qod fonctionne comme force cadre<sup>27</sup>. Désormais, l'Iran bénéficie potentiellement de relais importants à ses ambitions par le retour de ces militants dans leurs pays d'origine et la conversion de ces milices en partis politiques, déjà opérée au Liban, aujourd'hui en Irak et bientôt en Syrie.

De là, les finalités et axes stratégiques de Moscou et de Téhéran en Syrie semblent différer. La reconstruction de la Syrie est pour la Russie une tentative de valorisation de sa réussite militaire, au contraire de l'Iran qui poursuit l'intégration et la sujétion de l'économie syrienne à son « Axe de résistance ». Là où la Russie concentre ses efforts sur l'exploitation des ressources minières, gazières,

les Iraniens entendent unifier les réseaux ferroviaires et énergétiques, cherchent à investir les télécoms, implantent leurs miliciens étrangers par l'achat de terre et la construction d'ensembles immobiliers<sup>28</sup>. Le duel d'influence est particulièrement criant sur la formation de la future armée syrienne. Si l'Iran entend s'appuyer sur son réseau de milices par son institutionnalisation militaire et politique, la Russie a préféré opter sur une remise à niveau de l'armée régulière par la formation et l'équipement de nouvelles unités : les « Corps d'Assaut de Volontaires », par l'agrégation d'anciennes milices<sup>29</sup>. Il demeure cependant difficile d'évaluer si cette initiative lui permettra de consolider son influence sur le régime, car son degré de contrôle sur ces nouvelles formations apparaît fragile.

Le point de friction entre l'Iran et la Russie proviendra enfin de leur rapport à Israël, que la Russie souhaite ménager et que l'Iran, par le biais du Hezbollah, entend combattre.

### 3.2.2 Ankara à la recherche de son glacis contre son ennemi principal : la mouvance PKK/YPG

La Turquie entretient une politique ambiguë vis-à-vis de la Syrie. Il semble que ses motivations soient dictées avant tout par :

- ➔ L'annihilation de toute force politique et militaire kurde en Syrie considérée comme un sanctuaire au PKK ;
- ➔ La création d'une zone tampon à même d'absorber le flux des réfugiés syriens.

Cependant, Ankara affiche de nombreux projets de développement : création de zones industrielles pour les entreprises turques<sup>30</sup>, raccordement du réseau électrique à son territoire, formation d'une force de police locale et remplacement systématique des conseils urbains par des personnalités favorables à sa politique. Cette stratégie laisse paraître une volonté d'installation durable dans le Nord-Ouest syrien, dans un scénario proche du Nord de Chypre. Surtout, sa réorganisation des éléments rebelles sous une nouvelle structure : « l'Armée Nationale »<sup>31</sup> équipée, formée et employée ensuite comme *proxy* lors de son opération Branche d'Olivier contre les Kurdes à Afrin, semble ressembler à la stratégie iranienne envers les mi-

lices voire à celle russe d'entretien de « conflits gelés » à sa périphérie proche.

Ce qui décidera de la pérennité de cette présence turque au Nord de la Syrie sera le sort de la province d'Idleb. La région, qui a servi de réceptacle aux indésirables du régime, a vu sa population drastiquement augmentée et une offensive pourrait déplacer jusqu'à 800 000 personnes en Turquie<sup>32</sup>. S'il n'est pas sûr que la Turquie soit prête à défendre la zone, cette incertitude sur son engagement lui sert aujourd'hui à intimider les groupes rebelles, notamment salafistes et affiliés à Al-Qaeda, pour qu'ils se placent sous sa protection. De sa capacité à subordonner ces groupes, et par conséquent à tenir Idleb, dépendra sa crédibilité à assurer l'existence et la protection des autres enclaves d'Afrin et d'Al-Bab.

La pérennisation de la présence turque en Syrie, que certains considèrent comme inexorable, génère également le risque pour les forces d'Ankara de se retrouver face à une nouvelle insurrection kurde si elles ne parvenaient pas à maintenir la sécurité, ce qui ne serait toujours pas le cas, et à stabiliser la zone<sup>33</sup>.

### 3.3 Le nouvel enjeu énergétique

Les nombreuses découvertes de gisements de gaz en Méditerranée orientale exacerbent les vieilles tensions entre États de la région. Elles constituent un changement dans la géopolitique mondiale et couvrent de nouvelles possibilités au sein d'un triangle maritime partagé entre Israël, Chypre et l'Égypte : renforcement de leur sécurité d'approvisionnement, soutien de leur économie, raffermissement des relations avec certains de leurs voisins.

#### 3.3.1 Modélisation de la sécurité énergétique régionale

Israël importait la totalité des produits pétroliers et charbon nécessaires à son économie jusqu'au tournant des années 2010. Les découvertes gazières et leur exploitation bouleversent son bouquet énergétique et électrique, et donnent à l'État hébreu les moyens d'atteindre ses objectifs de politique extérieure et de renforcer sa position géopolitique dans la région (voir tableau annexe 4). La conver-

gence des intérêts énergétiques avec Chypre et la Grèce (développer des ressources énergétiques, garantir la sécurité des activités offshores), lui donne un soutien de plus au niveau régional. Or, Israël a des différends avec certains pays voisins, dont le Liban concernant « la ligne bleue », frontière maritime non définie sur 860 km<sup>2</sup> d'eaux, et donc des découvertes énergétiques possibles dans ces eaux, qui attisent les tensions avec le Hezbollah, ce dernier menaçant explicitement les infrastructures offshores israéliennes<sup>34</sup>.

L'Égypte est confrontée à des défis énergétiques considérables depuis quelques années : une consommation intérieure supérieure à sa production, le recours aux importations massives en hydrocarbures et la mise en place de réformes drastiques visant à réduire les coûteuses subventions dans le secteur de l'énergie. Or, l'Égypte est le seul État de la région à disposer de capacités importantes d'exportation de GNL, via ses deux terminaux situés à Idku et Damiette. Ceux-ci peuvent lui permettre de devenir une plate-forme d'exportation du gaz israélien et chypriote vers le marché européen et/ou international, à l'instar du projet de pipeline entre Chypre et l'Égypte en septembre 2018<sup>35</sup>. De plus, la découverte du champ gazier géant de Zohr en 2015, dont le volume de réserve estimé dépasse largement les autres champs de la région, peut changer le destin du Caire et lui permettre de retrouver son indépendance gazière.

Pour Israël et Chypre, la solution égyptienne semble donc la plus évidente dans la région car la construction de nouveaux terminaux de liquéfaction coûterait bien trop cher, (estimation de plusieurs Mds de dollars<sup>36</sup>) et toute tentative de projet de construction se heurterait à des difficultés politiques (menaces de la Turquie pour Chypre, du Hezbollah pour Israël).

La Turquie, et les Chypriotes turcs, cherchent en effet à obtenir les mêmes droits que Chypre pour la délivrance des licences aux compagnies pétrolières internationales et le partage des profits générés par les découvertes gazières, notamment le champ Aphrodite (situé au Sud-Ouest de Chypre) (cf. Annexe 5). Les diverses tentatives d'Ankara pour bloquer les explorations prévues dans la ZEE de Chypre ne semblent pas atteindre les entreprises étrangères (Total, Exxon, Mobil et ENI) puisque celles-ci ont des droits exclusifs d'exploration depuis avril 2017<sup>37</sup>. Or, si la Turquie parvient à intimider

Chypre, ce sera au détriment des Chypriotes turcs. Il y aura également des conséquences sur les bénéfices attendus par l'UE, ce qui engage sa sécurité énergétique.

### 3.3.2 Jeu d'influence des puissances internationales et prospective

Les compagnies européennes (Italie, France, etc.) et internationales (États-Unis, Russie) sont les principaux investisseurs dans les étapes d'exploration, de production et d'acheminement du gaz méditerranéen oriental. Cependant, dans les années à venir, le jeu diplomatique énergétique de Tel Aviv pourrait permettre d'accroître l'influence des États-Unis en Méditerranée orientale et d'affaiblir l'influence de la Russie, proche de la Turquie.

Depuis 2016, les compagnies Rosneft en Égypte et Novatek au Liban, adossées aux présences militaire et économique russes, permettent à Moscou de jouer un rôle central dans le développement énergétique. La Russie tente également un rapprochement avec Israël, en proposant une sécurisation de ses infrastructures offshore, menacées par des groupes armés tels que le Hezbollah.

Israël, Chypre et l'Égypte tirent le meilleur avantage du gaz méditerranéen avec la plus large gamme d'options d'exportation, ce qui sert leurs intérêts stratégiques. La Turquie se trouve face à des options limitées dans sa politique envers Chypre et continue de se rapprocher de la Russie. Le Liban, la Palestine et la Jordanie sont restreints par les tentatives d'Israël de limiter leur accès aux ressources énergétiques offshore.

Sur le plan international, les États-Unis jouent le rôle de médiateur pour assurer la sécurité des compagnies gazières américaines, qui investissent en particulier en Israël et à Chypre. La Russie, quant à elle, continue de s'implanter en Méditerranée via le marché du gaz offshore libanais et syrien. Elle tente de se rapprocher d'Israël tout en maintenant ses partenariats avec la Turquie. L'UE prend une posture de facilitateur entre les acteurs mais ne joue pas de rôle majeur dans la région.

## 3.4 Des émergences militaires au service de ces stratégies

### 3.4.1 Égypte : une émergence à crédit

L'Égypte représente, avec Israël, la plus importante force militaire de Méditerranée. Ses forces armées, comptant près de 440 000 hommes, connaissent une émergence indubitable.

#### ➔ Sur le plan de la stratégie opérationnelle.

A la sécurisation de la ZEE, notamment des ressources énergétiques, s'ajoute en effet la projection de force régionale en et depuis la mer Rouge, voire dans le Golfe. Les forces égyptiennes ont vocation à contribuer massivement aux engagements avec les alliés de la Ligue Arabe (sur le modèle de l'opération « Restaurer l'espoir » contre les Houthis au Yémen). Le Caire a par exemple initié, conjointement avec Riyad en 2015, le projet de *Joint Arab Force*.

#### ➔ Sur le plan capacitaire correspondant

Les acquisitions du Rafale et du MiG-29M viennent renforcer la flotte de F-16 des forces aériennes ; le SDAI égyptien inclut maintenant des S-300 VM et Buk-M1-2/M2E) ; la marine surtout, armée historiquement la moins dotée, a opportunément acquis les deux BPC *Mistral* – basés en mer Rouge – et renouvelle sa composante sous-marine. Une partie importante de l'acquisition de ces équipements est financée non seulement par les *Foreign Military Financing* (constituant l'essentiel de l'assistance américaine d'environ 1,5 Md\$, ce qui fait historiquement du Caire le second destinataire de l'aide américaine, après Israël) mais aussi par les pays du Golfe (notamment celle des BPC)<sup>38</sup>. Cette émergence se caractérise également par de multiples travaux d'infrastructure, notamment dans le Sinaï, enfin et surtout par une revitalisation de l'entraînement et des exercices de ces forces, complétés par les interventions au Yémen ou en Libye. Cette activité contribue à corriger un niveau de compétence opérationnel considéré traditionnellement comme faible<sup>39</sup>. De fait, les opérations de contre-insurrection dans le Sinaï mettent également à nue les limites des forces égyptiennes : lenteur de leur adaptabilité opérationnelle, capacités de soutien insuffisantes pour des opérations massives de plusieurs mois<sup>40</sup>.

Notons que la finalité de cette émergence interroge certains observateurs. La nature des exercices conventionnels tout comme les travaux d'infrastructure par exemple et, plus généralement, une impression de décalage entre les intentions exprimées par le Caire et l'ampleur de l'émergence éveillent la suspicion de certains en Israël<sup>41</sup>.

### 3.4.2 Israël : la plus puissante force militaire de la région, en opérations permanentes, étend ses capacités navales

Tsahal, bien que de format modeste (180 000 hommes d'active, s'appuyant cependant sur plus de 400 000 réservistes) est sans conteste l'instrument militaire le plus puissant de Méditerranée orientale, ne serait-ce que par sa dimension nucléaire. Ses forces conventionnelles sont également les mieux financées (avec un budget d'environ 19 Mds\$ sans compter les presque 4 Mds\$ d'aide américaine), équipées (s'appuyant et servant de relais à l'une des BITD les plus importantes au monde) et entraînées de la région, appuyées par des services de renseignement parmi les meilleurs au monde. L'innovation de la BITD et la modernisation continue de Tsahal augurent d'un maintien de cette supériorité à moyen-long terme.

L'émergence militaire actuelle a particulièrement trait aux capacités navales, longtemps parents pauvres des forces de défense israéliennes. Leur extension est nécessaire pour sécuriser le littoral, les lignes de communication maritimes et l'exploitation des gisements de gaz naturel contre les capacités émergentes de guérilla navale du Hezbollah. Elle se manifeste par la modernisation et l'acquisition d'une nouvelle classe de corvettes Sa'ar et la consolidation d'une puissante composante de sous-marins d'attaque lance-missiles de croisière Dolphin, tous produits par TKMS avec une aide financière de Berlin.

### 3.4.3 Les forces turques connaissent une forte modernisation s'appuyant sur une BITD hyperactive

La Turquie dispose déjà des forces les plus nombreuses des membres européens de l'OTAN. Elles constituent notamment la plus puissante force navale de Méditerranée orientale (avec un ODB comprenant pas moins de 24 frégates et corvettes, et 12 sous-marins, que viendra compléter un BPC

type Juan Carlos en 2021). Cet instrument militaire ne compte plus uniquement sur la masse mais connaît une importante modernisation, ainsi qu'une extension de son spectre capacitaire, au domaine spatial par exemple, cadré depuis 2015 par le plan *Turkish Armed Forces 2033*<sup>42</sup>.

En matière d'équipements, cette dernière s'appuie sur une recherche de la diversification des importations pour sortir de la dépendance à l'égard des Occidentaux, en témoigne le projet d'acquisition des S-400 russes. Elle va surtout de pair avec le développement rapide d'une BITD diversifiée à l'ensemble des segments, y compris pour les technologies les plus sophistiquées (exemples : construction sous licence de chasseurs F-16 et de sous-marins Type 209 et 214 conçus par TKMS, drones armés, guerre électronique offensive, satellites de renseignement et de télécommunications, même R&D sur les armes laser, etc.). Si cette BITD repose encore majoritairement sur des partenariats et des transferts de technologie, elle progresse résolument vers l'intégration verticale dans tous les secteurs possibles (exemples : vaste programme MILGEM de corvettes<sup>43</sup>, de drones, projet de chasseur de 5<sup>e</sup> génération)<sup>44</sup>. *In fine*, elle contribue donc à renforcer l'autonomie stratégique de la Turquie et à la positionner comme un exportateur d'arme tourné vers le vaste marché à bas coût d'autres puissances régionales ou pays moins fortunés.

Cependant, les opérations en Syrie ont jeté un doute sur les aptitudes réelles de cette force (délai de leur montée en puissance, lenteur de leur manœuvre, etc.). Elles ont été en outre dégradées, notamment l'armée de l'Air, par la répression qui a suivi la tentative de putsch. Celle-ci s'est traduite, en effet, en une année par le limogeage voire l'arrestation de 7 500 hommes, en particulier de 4 200 officiers dont 150 officiers généraux (40 % des effectifs de ces grades), provoquant des gaps capacitaires (effondrant par exemple le ratio pilote / aéronef de 1,5 à 0,7)<sup>45</sup>.

À court terme, les incertitudes concernent les délais de récupération des effets de cette purge, mais aussi la façon dont l'armée turque gèrera le fardeau de l'occupation du nord de la Syrie.

## 4. Le jeu des grands acteurs extérieurs

Le système stratégique méditerranéen inclut aussi bien évidemment les grands acteurs extérieurs que sont la Russie, les États-Unis, la Chine et les puissances du Golfe. Les acteurs européens, parties intégrantes du système, seront abordés dans la partie suivante.

### 4.1 La Russie enracine au Levant son pôle de rayonnement et sa bulle d'interdiction stratégique

Pour Moscou, la présence en Méditerranée s'inscrit dans un continuum sécuritaire avec ses autres espaces stratégiques. Elle répond ainsi à un objectif géopolitique multiséculaire d'accès aux mers chaudes, de désenclavement stratégique visant à contourner ce que la Russie perçoit comme un encerclement et à contrôler les débouchés de la mer Noire, par laquelle transitent 30 % des exportations énergétiques russes<sup>46</sup>. À terme, elle permet à Moscou de sécuriser ses investissements énergétiques dans la zone. Dans ce contexte, l'intervention en Syrie de 2015 permet de renverser le sort des armes et de sécuriser le régime de Damas, hôte de la présence russe. En outre, les Russes se repositionnent par ce biais comme acteur mondial de gestion de crise et font contrepoids aux Occidentaux, condamnant leurs vellétés de changement de régime et contraignant les chancelleries occidentales à négocier avec Moscou sur un pied d'égalité. A l'appui de ce rôle de pivot régional, les Russes maintiennent de bonnes relations avec Israël (en dépit des frappes de Tsahal sur les capacités iraniennes) et la Turquie (en dépit de l'intervention d'Ankara en Syrie). Ils approfondissent leurs relations avec l'Égypte et le général Haftar sur la scène libyenne tout en conservant leur coopération avec l'Algérie. La Russie a également établi un accord avec la République de Chypre permettant l'utilisation des bases chypriotes pour les opérations anti-terroristes... à proximité des infrastructures britanniques<sup>47</sup>.

Au plan militaire, la présence en Syrie revêt donc une importance cardinale. Elle s'articule autour d'un centre de gravité « double cœur » : le socle

que constitue le port de Tartous, unique base russe de ravitaillement en Méditerranée où Moscou dispose de facilités depuis 1971, et la base aérienne de Hmeimim, également PC opératif des opérations russes dans la zone. À partir de ces emprises, Moscou dispose d'une bulle d'interdiction de zone aérienne (avec chasseurs et « double digit SAM »), navale et électromagnétique sur le nord de la Syrie et la Méditerranée orientale. Elle sécurise ainsi son ancrage dans la zone, son assistance militaire à Damas, projette ses appuis feu et son renseignement, déploie ses unités de police militaire, assure la coordination des acteurs locaux via son centre de réconciliation et tente de devenir un arbitre de l'ensemble des confrontations dans la zone, y compris des vellétés d'intervention occidentale. L'accord de 2017 garantissant l'utilisation des deux emprises pendant 49 ans montre que ce déploiement est une donnée de long terme. Si l'effet de levier stratégique est maximal, l'investissement capacitaire reste mesuré. Variant au grès des circonstances opérationnelles et stratégiques, il ne dépasse jamais quelques milliers d'hommes et une quarantaine d'avions et d'hélicoptères. La capacité du port de Tartous, récemment renforcée, reste limitée à une dizaine de bâtiments de tonnage moyen et deux sous-marins mais elle permet le soutien de manœuvres aéronavales plus massives<sup>48</sup>.

**La tendance est donc à la consolidation de l'influence de Moscou au Levant, stratégique, militaire mais aussi économique, et à son extension sur le Maghreb, qui reste plus relative. Cet affermissement de l'influence russe au Maghreb est cependant vu par certains analystes comme un des défis majeurs auquel les Européens auront à faire face à l'avenir<sup>49</sup>.**

## 4.2 Les États-Unis en perte relative d'influence

Les États-Unis ont désormais une influence réduite dans la zone méditerranéenne<sup>50</sup>. L'action américaine y est façonnée par cinq prismes :

- ➔ **La lutte contre Daech**, principalement d'ordre militaire au Levant et en Libye (focus de l'action américaine en Afrique du Nord<sup>51</sup>) ;
- ➔ De façon croissante, **l'endigement de l'influence de l'Iran**, autre véritable ennemi consensuel à Washington ;
- ➔ **L'indéfectible soutien à Israël** ;
- ➔ **La compétition stratégique avec la Russie**, les partenaires de Washington étant perçus comme des « champs de bataille » dans la lutte d'influence ;
- ➔ Enfin **d'autres intérêts « normatifs »** (droits de l'Homme, etc.) mesurés, dont la défense reste aléatoire et soumise aux considérations politiques intérieures. En témoignent les frappes contre le programme syrien, refusées par Obama en 2013 et finalement décidées par Trump en rupture avec son prédécesseur.

La zone d'intérêt majeur de Washington reste donc le Levant. Inversement, le Maghreb n'en constitue pas une, comme l'a clairement montré la posture de « *leading from behind* » (ou plus précisément d'*enabling* capacitaire des Européens) lors de l'engagement en Libye en 2011.

Si la destruction de l'emprise territoriale de Daech est à mettre entièrement à son actif, Washington n'a toutefois aucune stratégie intégrale d'ordre géopolitique dans la zone. Comme le déplorent les analystes du CSIS, « *U.S. policy toward the Eastern Mediterranean region today is most often a series of tactical military operations* »<sup>52</sup>. Les Américains ont par exemple clairement délaissé à Moscou le rôle d'arbitre international du « règlement de la crise syrienne ». Leur action a été, en outre, souvent affaiblie par leurs contradictions : l'appui massif aux Kurdes, notamment au YPG, seul proxy disponible pour défaire Daech, et la volonté de conserver l'alliance avec Ankara en dépit de multiples frustrations, la coopération avec l'Égypte entravée un temps par les règles du Congrès vi-

sant à interrompre tout soutien aux régimes ayant pris le pouvoir par la force, etc.

Cela étant, on aurait tort de surinterpréter la politique américaine actuelle. A la différence de ses prédécesseurs, le président Trump lui-même n'a aucune ligne en matière de politique étrangère, si ce n'est une approche transactionnelle des relations avec ses partenaires et la volonté de démontrer la force de l'Amérique. La conduite de cette politique dépend donc des membres du cabinet. Avec la marginalisation du Secrétaire à la défense James Mattis<sup>53</sup>, tenant de ce que l'on pourrait appeler une « fermeté raisonnable », l'arrivée de Mike Pompeo au département d'État et surtout de John Bolton comme Conseiller à la sécurité nationale, cette politique va dans le sens d'une ligne plus dure... mais dont la trajectoire reste bien incertaine.

Sur le plan militaire, la Méditerranée est avant tout un espace de transit pour la projection des forces basées en Europe ou venant des États-Unis vers les théâtres POMO. Elle se situe à l'intersection des responsabilités de trois commandements opérationnels, USCENTCOM pour la guerre contre Daech, USEUCOM et USAFRICOM. Ces derniers partageant les composantes aérienne et navale. La VIe flotte, qui constitue le bras armé de cette dernière, ne compte plus en propre qu'un navire de commandement et quatre destroyers dont la mission principale reste la défense antimissile. Quant aux moyens aériens, ils sont avant tout consacrés à la dissuasion de la Russie<sup>54</sup>.

Il apparaît peu probable que les États-Unis se retirent de la zone, au moins à court terme. L'action militaire devrait d'une part rester dictée par les exigences de la lutte contre Daech, d'autre part, mieux s'organiser pour contrer l'extension des influences iraniennes au Levant (John Bolton conditionne désormais le maintien de la présence américaine en Syrie à celle des Iraniens et de leurs affidés<sup>55</sup>) et russe. Au-delà des possibles renforcements de déploiements navals que réclame l'amiral Foggo, commandant la VIe flotte<sup>56</sup>, ces ressorts impliquent de maintenir un haut niveau de coopération avec l'Égypte ou les partenaires du jeu syrien. Ils augurent donc du maintien du jeu d'équilibre entre appui aux entités kurdes et ménagement de la Turquie. Toutefois, le caractère chaotique de l'exercice du pouvoir à Washington limite largement la



**formulation de perspectives quant à la stratégie américaine dans la zone.**

### 4.3 Chine : les rivages méditerranéens de la nouvelle route de la soie

#### 4.3.1 Intérêts économiques et diplomatiques croissants en Méditerranée

La Chine apparaît comme une source d'opportunité et une puissance alternative à celles traditionnellement présentes dans la région Méditerranéenne.

Sa présence économique et commerciale est articulée au sein d'une démarche énergétique déterminée, en Méditerranée occidentale (Algérie, Égypte, Libye), en Méditerranée orientale (Syrie) et en Europe (Grèce, France, Italie, Espagne) où les marchés sont ouverts et le potentiel de consommateurs important<sup>57</sup>. Les nombreux investissements dans des ports situés sur des nœuds stratégiques de la Méditerranée font de la Chine un acteur économique incontournable : port du Pirée (Grèce), 40 % du port de Vade (Italie), 51 % du port de Noatum (Espagne), port d'Ambarli (Turquie), port de Haifa (Israël), port de Cherchell (Algérie)<sup>58</sup>. La Chine investit également dans des secteurs variés tels que les télécommunications, la banque (642 millions de dollars en Turquie), les parcs industriels et résidentiels (1 Md de dollars dans le nord de Tanger, Maroc), et des connexions ferroviaires à grande vitesse qui s'intègrent parfaitement dans le discours politique et médiatique concernant les Nouvelles routes de la Soie ou BRI<sup>59</sup>. Parallèlement, via l'équipementier Huawei Marine Networks<sup>60</sup>, la Chine s'intéresse aux câbles sous-marins en Méditerranée depuis 2008 et entend rattraper son retard après des débuts timides.

Enfin, Pékin possède un poids diplomatique de premier plan grâce à une politique de non-ingérence résolument pro-arabe et pro-iranienne (non-intervention dans les conflits afghan et syrien par exemple). Cependant, de récents événements augurent un changement de cette position : le projet des Nouvelles Routes de la Soie, qui intensifie les échanges économiques entre pays qui la traversent, et les investissements croissant en Syrie via des aides financières pour la reconstruc-

tion du pays après la guerre (23 Mds\$ via le Forum de coopération des États Arabes-Chine<sup>61</sup>).

#### 4.3.2 Une puissance militaire émergente

Pékin semble chercher à sécuriser voire à militariser ses investissements via le développement de ses capacités maritimes et de ses manœuvres conjointes, notamment avec la Russie, ce jusqu'en Méditerranée. La préservation des intérêts maritimes chinois est en effet une « nouvelle mission historique » pour la marine de l'ALP<sup>62</sup>.

Ainsi, l'acquisition du port du Pirée en Grèce, le déploiement dans le port de Tartous pour l'évacuation de ses ressortissants en Libye en 2011 (35 000 personnes) et au Yémen en 2015 (600 personnes), et le développement de la base militaire à Djibouti sont autant de symboles de l'affirmation de la Chine dans la région. Une perspective qui s'inscrit dans un déploiement préventif des Nouvelles Routes de la Soie dotée d'une forte composante maritime. Pour cette raison, depuis les années 2010<sup>63</sup>, la modernisation rapide de la marine de l'ALP et l'expérience qu'elle commence à accumuler renforceront sa capacité de projection de puissance et son indépendance dans des opérations longues et à distance.<sup>64</sup>

**Les investissements (économique, diplomatique, militaire) croissants de la Chine dans la région mettent donc en avant deux tendances quant à l'orientation de sa politique étrangère : d'une part, une volonté d'intervention en partenariat plus poussée avec la Russie ou l'Iran, d'autre part, la protection de ses intérêts économiques bien au-delà de ses frontières et le développement en conséquence de ses capacités militaires.**

**Des incertitudes subsistent quant au degré de ce renforcement de la présence chinoise. Du statut de non-ingérence ou de soutien indirect, le pays pourrait aisément durcir ses positions militaires et devenir une puissance intervenante. Ses investissements dans les réseaux et nœuds stratégiques de la région pourraient permettre des limites d'accès voire des contrôles de zones (limitation d'accès à certains ports, ou coupure d'internet). Enfin, la sécurisation d'un nombre croissant de ressortissants dans les pays proches du bassin méditerranéen pourrait amener Pékin à y déployer une base.**

#### 4.4 Les puissances du Golfe : Arabie Saoudite, Émirat Arabes Unis et Qatar

Le pourtour méditerranéen constitue le vase d'expansion logique de la stratégie de l'Arabie Saoudite et des Émirats Arabes Unis visant à contenir la menace perso-chiite sur le monde arabe, et gagner le leadership des nations arabes sunnites, notamment en réduisant l'influence du Qatar. Leur stratégie dans la zone suit les axes suivants :

- ➔ Élargir leurs influences à tous les pays sunnites ou à forte population sunnite, en faisant valoir des investissements et des aides financières. Le Liban et l'Égypte sont ainsi, à des degrés divers, placés dans une situation de dépendance extrême vis-à-vis de ces puissances du Golfe ;
- ➔ Intervenir en stratégie indirecte ou en assistance militaire dans les zones déstructurées comme en Libye (Haftar étant appuyé par la coalition égypto-saoudienne, le GEN par le Qatar). Sous la férule de Mohammed Ben Salman, la stratégie de Riyad intègre désormais un volet d'intervention militaire directe, impliquant ces puissances méditerranéennes.
- ➔ Impliquer les États-Unis et l'UE dans des domaines économiques (grands contrats, coopé-

rations, investissements) ou militaires pour les lier aux intérêts de ces puissances et, en cas de crise, disposer d'instrument de chantage ;

- ➔ S'assurer de la solidarité des monarchies arabes qui n'ont pas cédé aux mouvements des révoltes arabes en 2011 (Jordanie, Maroc) et qui pourraient constituer des soutiens utiles, d'où la proposition faite à ces deux pays de rallier le CCG.

Dans cette triple confrontation Iran / Arabie Saoudite / Qatar, c'est cette dernière, passant par le soutien aux mouvements relevant des Frères musulmans, qui semble tendanciellement en recul, notamment avec le putsch en Égypte contre Morsi.

Pour autant, les évolutions socio-économiques, l'exercice du pouvoir par MBS en interne et sa politique étrangère rendent la stabilité du royaume saoudien très incertaine (forces internes en mouvement, rejet de l'organisation étatique par la population, épuisement du modèle patrimonial exclusif, etc.). Une crise majeure voire un effondrement de l'Arabie Saoudite ou encore une guerre directe avec l'Iran ne peuvent à cet égard être exclus. Ces éventuelles ruptures auraient pour effet de rebattre les cartes dans les réseaux d'influence et d'allégeance des PSEM.

## 5. Facteurs transverses de l'espace méditerranéen

### 5.1 Trafics illicites et activités clandestines

#### 5.1.1 Armes

La région d'Afrique du Nord est devenue l'épicentre des trafics d'armes, incluant également les régions du Levant, du Sahel et une partie de l'Afrique de l'Ouest. La chute du régime de Kadhafi ainsi que des services de sécurité libyens ont permis aux brigades révolutionnaires, aux groupes criminels et aux trafiquants d'avoir accès facilement aux dépôts d'armes : armes légères, mais également des missiles sol-air, des lance-grenades, des mines anti-personnel, des grenades et des stocks de munitions. Aujourd'hui, le pays est devenu un espace de transit pour les régions du Proche-Orient, et du

Sahel, avec notamment le Mali. Les trafics d'armes du Sud-Ouest de la Libye passent par des itinéraires transsahariens bien établis à destination des groupes non étatiques actifs dans la région du Sahel (Mali, Tchad, Niger) ou en Algérie.

L'augmentation du trafic d'armes après 2012 a donné lieu à une prolifération sans précédent des armes légères téléguidées en Méditerranée, notamment les MANPADS et les missiles antichars font dorénavant parti de l'arsenal des groupes en Syrie, Libye, Égypte (Sinai), Tunisie, Algérie, Liban et dans la région du Sahel<sup>65</sup>.

Le trafic d'arme est bien perçu à l'intérieur même de l'UE, confrontée à des vols de matériels lourds et des explosifs, en particulier dans les pays des Balkans, ce qui pose un réel problème de sécurité. En

effet, les Balkans représentent la principale source de trafic d'armes au marché noir. Il existerait entre 1 460 000 et 3 860 000 armes non enregistrées en possession de civils que ce soit en Albanie, Bosnie, Croatie (membre UE), Kosovo, Macédoine, Monténégro et Serbie<sup>66</sup>. Le fait que de nombreux pays de cette région aient candidaté ou souhaitent candidater à l'UE, crée un grand déséquilibre, voire mène à des fermetures de frontières entre l'Europe de l'Ouest et la région balkanique (cf. Annexe 6).

### 5.1.2 Trafics de drogues : système complexe et interconnecté

Les routes du trafic de drogues sont complexes à définir, que ce soit à l'intérieur comme à l'extérieur de la région méditerranéenne. Les pays de l'Afrique du Nord, et notamment la Turquie, représentent des plates-formes de transit majeures dans le trafic de drogues à destination des pays européens. Les principaux points de transit sont la Libye, le Maroc et l'Égypte. Les plates-formes régionales du trafic de drogue sont :

- ➔ La Libye : trafic de haschisch pour une consommation interne, cocaïne et héroïne en provenance du Sahel à destination de l'Europe, transit de méthamphétamine produit en Afrique de l'Ouest à destination des marchés asiatiques ;
- ➔ Le Maroc : producteur de résine de cannabis qui transite en particulier via les ports de Tanger Med<sup>67</sup> ;
- ➔ L'Égypte : en raison de sa localisation stratégique entre le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, ainsi que la présence du canal de Suez, est considérée comme une plate-forme importante dans le trafic de drogues à destination de l'UE. Ceci inclut l'héroïne d'Afghanistan et du triangle d'or, le haschisch pakistanais et afghan via la voie maritime ainsi que la cocaïne sud-américaine transportée de l'Afrique de l'Ouest ;
- ➔ La Turquie : point d'entrée vers les pays du Nord et de l'Europe pour plusieurs drogues : cannabis, héroïne, cocaïne, MDMA. De la même manière, la Turquie est la passerelle vers les pays de l'Europe de l'Est.

L'Europe représente donc un marché de destination conséquent avec des routes et des nœuds straté-

giques différents tels que le détroit de Gibraltar, gigantesque plaque tournante de la drogue (Cf. Annexe 7). Les impacts de cette criminalité peuvent être particulièrement importants dans les pays du Nord, à l'instar de l'Espagne, devenue l'une des portes d'entrée principales de la drogue en Europe. Les réseaux de trafiquants sont toujours plus sophistiqués pour échapper aux forces de l'ordre : *go fast* de côte à côte équipés de trois/quatre moteurs, bateau bélier, outils technologiques de pointe (radars, détecteurs thermiques, etc.), véritables camps de bases autonomes dans les eaux territoriales pour les « intermédiaires » ou « passeurs de nuit ». De plus, véritable fléau pour l'Espagne, la participation de la population civile dans ces réseaux illicites. Dans des régions pauvres au taux de chômage important, le commerce de la drogue alimente une économie parallèle et ramifiée d'une telle ampleur que la *Guardia Civil* craint l'émergence d'un véritable cartel de la drogue aux portes de l'Europe<sup>68</sup>.

### 5.1.3 Dimensions socio-économiques et implications sécuritaires

Le taux de chômage élevé, notamment chez les jeunes entre 15 et 24 ans, le manque de perspectives socio-économiques, et l'insuffisance dans les opportunités d'emploi sont autant de facteurs pénalisant gravement le développement économique légal et sont au contraire des moteurs d'activités clandestines. La pression démographique dans la région méditerranéenne est une cause majeure du taux élevé de chômage, car elle fait entrer de plus en plus de jeunes sur le marché du travail, lequel ne fournit pas suffisamment d'offres d'emploi pour absorber ce flux. Dans un grand nombre de pays du Sud et du Sud-Est de la Méditerranée, les trafics illicites demeurent un des piliers de l'économie. De plus, dans certains secteurs, les autorités officielles ferment les yeux quand elles ne prennent pas part aux trafics.

De plus, ces facteurs génèrent des flux humains de différentes natures (réfugiés politiques, migrants économiques), et impactent à la fois les États et sociétés d'origine comme de destination.

## 5.2 Les déplacements humains et leurs lourdes conséquences

Ces mouvements de personnes contribuent à la déstabilisation géopolitique de cette région en aggravant certaines tensions internes, tant économiques et sociales que culturelles. Ils participent également des jeux stratégiques et diplomatiques entre les grandes puissances.

### 5.2.1 Différentes routes, différentes destinations

Les migrations allant du Sud et Sud-Est de la Méditerranée pour rejoindre les pays du Nord et plus particulièrement la zone Schengen se font via trois routes principales :

- ➔ La Route de l'Ouest : route favorisée par les migrants économiques du Maroc et de l'Algérie. Le passage se fait par le détroit de Gibraltar et des enclaves de Ceuta et Mellila en Espagne.
- ➔ La Route Centrale : dans ce réseau de routes de toute l'Afrique pour rejoindre l'Italie et Malte, la Libye représente la plaque tournante centrale. Il existe de nombreuses routes à l'intérieur même de l'Afrique pour rejoindre la Libye. L'Égypte, quant à elle, joue à la fois un rôle de pays de transit et de pays de destination. Les réfugiés syriens mais également les réfugiés économiques du Soudan, de l'Érythrée et de la Corne de l'Afrique, souhaitent arriver en Europe. Or, avec les efforts des polices aux frontières renforcés et les accords de rapatriements avec les pays de l'UE, les réfugiés restent de plus en plus en Égypte.
- ➔ La Route de l'Est : route qui commence au-delà du Pakistan, pour transiter de la Turquie vers la Bulgarie. Elle est récemment devenue plus empruntée par les migrants car réputée plus sûre que la route centrale sur laquelle les contrôles des garde-frontières se sont multipliés. L'utilisation de camions pour transporter les migrants est monnaie courante, ce qui remet en question la sécurité du transport routier<sup>69</sup>. (cf. Annexe 8)

Plus de 90 % de ces flux irréguliers sont facilités par des filières de passeurs qui y voient une activité très lucrative et un risque d'arrestation limité. Bien

que les données disponibles sur les procédés des passeurs soient limitées, Europol<sup>70</sup> estime entre 3 et 6 milliards d'euros les revenus en 2015.

### 5.2.2 Engorgement des pays de transit et de destination

Cette situation est décrite par les spécialistes comme la plus grande crise migratoire connue par l'Europe depuis la Seconde guerre mondiale. Les pays de destination souhaités des migrants et des réfugiés sont l'Allemagne, la Suisse et la Grande-Bretagne. Cependant, les pays les plus affectés par ce phénomène restent l'Italie, la Grèce et la Hongrie avec un record de passage illégal en 2015 de 97 % !

Que ce soit dans le Nord, en Europe, ou dans les pays du Sud et Sud-Est de la Méditerranée, ces flux migratoires ont des impacts à deux niveaux : national et continental.

En ce qui concerne l'UE, en 2015, plusieurs pays de l'Union, dont la région des Balkans et le Sud-Est de l'Europe, voient le rétablissement des contrôles aux frontières, et même avec les pays signataires du Traité de Schengen. Dans le même temps, le phénomène migratoire affecte les politiques internes de plusieurs pays de l'UE, générant ou aggravant des crises identitaires dont témoigne la montée de l'extrême droite dans les élections de plusieurs pays de l'Europe depuis les années 2000<sup>71</sup>.

Dans le Sud de la Méditerranée :

- ➔ La question des réfugiés des conflits armés ou larvés s'est imposée aux pays de la rive Sud (Irak, Syrie, Libye, Mali). Les États voisins sont les premiers impactés par ces flux migratoires. Ils sont d'autant plus problématiques qu'ils s'adressent à des pays en voie de développement, aux ressources limitées.
- ➔ La gestion des flux de réfugiés exacerbe les tensions régionales et subrégionales. Les accusations mutuelles de responsabilité sont rejetées d'un pays à l'autre. En Méditerranée orientale, en 2016, près de 5 millions de Syriens ont été poussés, par la guerre, à se réfugier dans les pays limitrophes (Liban, Turquie, Jordanie)<sup>72</sup>.

C'est une région déchirée dans laquelle la perception du voisin est plus que négative, que ce soit par des frontières maritimes (Nord-Sud), terrestres (Sud-Sud et Nord-Nord) voire à l'intérieur d'un même État.

Les réponses que tentent d'apporter la France et ses partenaires sont développées dans la dernière partie.

### 5.3 Croissance démographique et tensions sur les ressources naturelles

La configuration de la Méditerranée, avec ses îles, entraîne un confinement des ZEE<sup>73</sup>, suscite de nouvelles tensions entre États et aggrave parfois des contentieux préalables.

La région est particulièrement vulnérable en matière de ressources naturelles, en raison de son climat aride, semi-aride, et aggravé par les changements climatiques<sup>74</sup> : les pays du Sud et de l'Est de la région sont exposés à la désertification, à l'accroissement de l'aridité des sols et à l'épuisement des ressources en eau.

Depuis ces cinquante dernières années, la demande en eau a doublé en raison de la pression démographique et du développement d'activités telles que le tourisme et l'agriculture, grandes consommatrices en eau. Or, la pression démographique va se maintenir et s'accroître<sup>75</sup> ; le changement climatique va également avoir des impacts sur la hausse du niveau de la mer, modifier les côtes densément urbanisées de la région méditerranéenne et submerger les deltas (Nil). L'asymétrie

créée par ces facteurs, entre le Nord et le Sud de la région, devrait maintenir un fort courant migratoire en direction de l'Europe, même en cas d'arrêt du conflit syrien.

Enfin, les litiges concernant la disponibilité en eau viennent influencer des conflits interétatiques aux multiples facettes déjà existants, notamment les ressources en eau transfrontalières<sup>76</sup> : le conflit de redistribution de l'eau dans le bassin du Jourdain (arabo-israélien) ; les clauses abusives d'accords bilatéraux historiques sur le partage des eaux dans le bassin du Nil. Ces risques de déstabilisation, accrus par la « crise de l'eau », favorisent des positions plus hostiles des États situés en amont de bassins, (c'est le cas de l'Éthiopie qui essaye de remettre en cause le statut de l'Égypte comme puissance hydraulique), ou sur le contrôle ou la revendication de zones transfrontalières, que ce soit entre États ou entre groupes non-étatiques.

L'interconnexion du système méditerranéen en fait un centre névralgique de flux officiels et illicites entre les différents États de la région et au-delà. Que ce soit avec les êtres humains ou les marchandises (armes, drogues, etc.), on assiste à la mise en place de véritables plateformes de transit et de réseaux raccordés entre les trois continents. L'ouverture à l'international est permise grâce au détroit de Gibraltar (océan Atlantique), les détroits des Dardanelles et du Bosphore (mer Noire) et le canal de Suez (mer Rouge). Les activités clandestines sont aidées par des facteurs socio-économiques délétères dans des pays à la pression démographique démesurée par rapport aux structures et aides que sont incapables d'offrir des États surpassés voire faillis.



# Implications pour la France et recommandations

## I. Référentiel stratégique actuel

### I.1 Des enjeux méditerranéens critiques

Le Président de la République a encore récemment décliné<sup>77</sup> les enjeux sécuritaires majeurs de la politique étrangère de la France, que l'on peut résumer pour ce qui concerne l'espace méditerranéen par :

- ➔ **La lutte contre le terrorisme** sur le territoire national comme à l'extérieur ;
- ➔ **Le contrôle des migrations** ;
- ➔ **La lutte contre les trafics** ;
- ➔ **La préservation de l'environnement.**

Dans l'espace méditerranéen, ces grands enjeux imposent explicitement :

- ➔ **La stabilisation de la situation politique en Libye** vue comme commandant pour partie :
  - ⇒ la lutte contre le terrorisme au Sahel, pilier de notre dispositif actuel,
  - ⇒ et le défi migratoire ;
- ➔ **L'éradication de Daech et une reconstruction politique viable en Syrie.**

Implicitement, ils comprennent aussi :

- ➔ **La sécurité et l'exploitation des lignes de communications maritimes vitales** :
  - ⇒ Pour nos échanges commerciaux, la Méditerranée constituant l'espace de transit de l'artère Golfe/Asie et du pétrole du Golfe. Marseille reste le premier port français ;
  - ⇒ Sur le plan stratégique, pour l'accès aux zones AFN et POMO, donc l'axe avec les partenaires du Golfe ;
- ➔ **La préservation des ressources**, notamment halieutiques ;
- ➔ Plus largement, **la stabilité des PSEM.**

### I.2 Des stratégies plurielles

Pour faire face à ces multiples défis, la France met en œuvre plusieurs stratégies aux niveaux multilatéral, multinational comme national.

#### 1.2.1 Le cadre de l'Union Européenne

**Le cadre de l'Union Européenne est déterminant pour les stratégies d'approche globale**, eu égard au niveau des engagements financiers correspondant :

- ➔ **La politique européenne de voisinage (PEV)** lancée en 2004 initialement pour favoriser « la bonne gouvernance, la démocratie, l'état de droit et les droits de l'homme ». La multiplication des conflits armés, le développement du terrorisme, la crise migratoire scellent son échec et poussent à son réexamen en 2015. La nouvelle PEV développe des approches différenciées et plus flexibles censées mieux répondre aux aspirations de chaque partenaire. Aux axes initiaux s'ajoutent le développement durable et la sécurité (prévention des conflits, réforme du secteur de la sécurité, lutte contre la criminalité, le terrorisme et la radicalisation, etc.). L'estimation de son financement est à hauteur de 15,4 milliards d'euros pour la période 2014 – 2020<sup>78</sup> ;
- ➔ **L'Union pour la Méditerranée (UpM)**, fondée en 2008 à l'initiative de la France, prolongement du processus de Barcelone lancé en 1995. L'UpM constitue un cadre de dialogue entre les institutions et pays membres de l'UE et l'ensemble des PSEM (mis à part la Syrie) sur les problématiques liées à la gestion de l'espace maritime (dépollution, autoroutes de la mer), l'énergie, la coopération en matière d'enseignement supérieur et de recherche, etc.

L'UE a signé entre 1995 et 2015 des accords d'association avec l'ensemble des pays de la zone, mis à part la Libye et la Syrie.

- ➔ **Sur le plan sécuritaire**, la principale action de l'UE concerne bien la **lutte contre les trafics de migrants**. Elle se concrétise dans :
  - ⇒ **L'Agence européenne de garde-côtes et garde-frontières (Frontex)**, qui a pour tâche depuis 2016 de coordonner les activités des garde-frontières des pays membres de l'espace Schengen (partage d'information, normes, opérations), dispose d'un budget d'acquisition en propre et dont la commission a annoncé l'objectif d'un gonflement des effectifs de 3 400 à 10 000 personnels en 2020. Il n'est cependant pas certain que les États-membres, fournisseurs de 90 % de ces effectifs, souhaitent ou puissent assumer ce gonflement<sup>79</sup>, les Italiens et Grecs par exemple y étant hostiles<sup>80</sup> ;
  - ⇒ **L'EU NAVFOR Med, opération Sophia** relevant de la **PSDC**. Lancée en 2015 et prolongée jusqu'en 2018, l'opération a pour objectif de surveiller le débouché libyen, entraver les trafics, faire appliquer l'embargo sur les armes et assurer la formation des garde-côtes libyens. Elle engage quatre bâtiments et une demi-douzaine d'aéronefs<sup>81</sup>.

Cela étant, les politiques européennes reposent largement sur l'externalisation des contrôles migratoires, laquelle s'applique aux trois routes décrites plus haut :

- ➔ Coopération avec le Maroc et le Sénégal depuis les années 1990.
- ➔ Coopération avec la Turquie en 2016 : réduction des arrivées sur le flanc Sud-Est de l'Europe, en Grèce et dans les Balkans. Ankara avait accepté de fermer l'accès à la Méditerranée en échange de 3 milliards d'euros par an.
- ➔ Coopération avec la Libye en 2017-2018. Cette coopération a eu des effets sur les ONG (menaces de la part de la Marine libyenne, y compris dans les eaux internationales), sur les migrants (intensification des interventions des garde-côtes libyens) ainsi que sur les pays européens eux-mêmes (stratégie de fermeture à

distance des frontières européennes en finançant et en équipant les autorités libyennes).

Enfin, face aux Nouvelles Routes de la Soie, aux investissements des puissances du Golfe et aux exportations d'armements russes, l'influence de l'Europe sur les PSEM tend à se réduire. **Les accords de libre-échange complet et approfondi (ALECA) en cours de négociations entre l'UE d'une part, la Tunisie (signature prévue en 2019) et le Maroc d'autre part**, ont ainsi pour objectif d'ouvrir l'immense marché européen à l'économie de ces pays<sup>82</sup>.

### 1.2.2 Les cadres otanien et onusien

Dans le domaine sécuritaire, l'action de la France s'inscrit aussi **dans le cadre de l'OTAN** :

- ➔ La principale opération est celle de **sûreté maritime *Sea Guardian*** relevant principalement de la connaissance de la situation maritime, mais aussi de l'appui au contre-terrorisme maritime et de contribution à la constitution de capacités de sûreté maritime. *Sea Guardian* se déploie principalement en Méditerranée occidentale et échange via les nations contributrices avec EU NAVFOR Med<sup>83</sup> ;
- ➔ Les partenariats de l'OTAN. L'Alliance dispose d'un forum d'échange, le **dialogue méditerranéen**, avec le Maroc, Israël, l'Égypte, la Mauritanie, la Tunisie, la Jordanie et l'Algérie. Elle accroît par ailleurs sa **coopération avec Rabat et Tunis** (mise en place d'un centre de fusion renseignement de lutte antiterroriste)<sup>84</sup>.

Le troisième cadre est celui des opérations de maintien de la paix de l'ONU avec l'**opération Damman**, incluant l'armement de la Force Commander Reserve (FCR) de la FINUL.

Aux cadres multilatéraux s'ajoute le **cadre multinationnel** :

- ➔ Ainsi, la **stratégie méditerranéenne** lancée par le Président de la République doit approfondir et élargir le socle de participants (acteurs des sociétés civiles) du **dialogue 5+5**, le plus vieux cadre d'échange entre les deux rives, impliquant outre la France, l'Espagne, l'Italie, Malte et le Portugal d'un côté, et l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie de l'autre<sup>85</sup>.



**Le volet militaire de ce dialogue multidimensionnel**, auquel contribue activement l'EMA, serait assez productif et efficace. Il porte sur cinq axes : « les surveillances et la sécurité maritime, la sûreté aérienne, la contribution à la protection civile et le domaine de la formation et de la recherche »<sup>86</sup>.

- ➔ **L'opération Chammal**, volet français d'*Inherent Resolve* contre Daech, que nous ne développerons pas plus avant.

### 1.2.3 Le cadre national

**Au niveau national**, les actions relèvent de :

- ➔ **La gestion des ressources et la défense de l'environnement dans la ZEE gérées par la stratégie nationale pour la mer et le littoral (SNML)** déclinée en un document stratégique de façade (DSF) pour la Méditerranée, destiné à organiser ;
- ➔ **L'aide publique au développement** principalement assurée par les engagements financiers de l'AFD en dehors des délégations de l'UE. En croissance continue, ils totalisent 9 Mds€ depuis 2016. L'action de l'AFD vise la croissance économique, la gestion des ressources et la cohésion sociale, dans les PSEM principalement le Maroc et la Tunisie, engageant environ 1 Md€.
- ➔ **Sur le plan militaire :**
  - ⇒ **Les postures permanentes** de sauvegarde maritime et aérienne des approches du TN.
  - ⇒ **Les déploiements** contribuant à l'appréciation autonome de situation en complément des contributions à *Sea Guardian* ou Chammal : frégate en Méditerranée orientale, SNA, autres capteurs de renseignement orientés par la DRM, etc.
- ➔ Les actions de **coopération de sécurité et de défense** pilotées par la DCSD du Quai d'Orsay. Sur ce plan, il convient de noter la mise sur pied cette année du **Centre du Partenariat Militaire Opérationnel (CPMO)**, adossé à l'EMSOME.
- ➔ Enfin, au titre de ses responsabilités de membres permanent du Conseil de sécurité des Nations-Unies, l'action de la France dans le jeu di-

plomatique sur les crises et conflits des flancs Sud et Est de la mer.

## 1.3 **Les spécificités de nos partenaires européens**

### 1.3.1 L'Espagne : les « 3M » : multilatéralisme, Méditerranée et Maroc

Madrid a précisé sa stratégie de sécurité nationale en décembre 2017. Elle y réitère son attachement aux cadres multilatéraux, européen en premier lieu, même si elle entend améliorer ses capacités d'action souveraine y compris militaire. En matière de sécurité, elle privilégie plus spécifiquement ses liens avec ses voisins : le Portugal, la France et bien entendu le Maroc. On serait donc sur le maintien d'une stratégie classique, qualifiée de « 3M » : multilatéralisme, Méditerranée et Maroc<sup>87</sup>. La « relation spéciale » avec le royaume chérifien (historique et économique – l'Espagne est le premier partenaire commercial du Maroc), émaillée de conflits par le passé, semble aujourd'hui un peu plus apaisée, y compris sur les questions du terrorisme et de la lutte contre l'immigration clandestine<sup>88</sup>.

### 1.3.2 L'Italie : une stratégie intégrale visant à faire de la Méditerranée, la « mission historique » de l'Europe

L'Italie semble être la seule puissance occidentale à avoir développé une stratégie méditerranéenne intégrée et clairement articulée<sup>89</sup>. Reflétant l'horizon stratégique que constitue la *Mare Nostrum* pour l'Italie, 5 000 des quelques 6 300 militaires déployés par Rome en 2017 le sont dans les opérations de la zone méditerranéenne. La *Marina militare* reste l'une des trois plus importantes forces navales de la zone, pour laquelle elle est spécifiquement taillée. Rome entend faire de la Méditerranée la priorité stratégique de l'Europe et éviter qu'elle devienne une « *Mare Nullus* » tournant le dos à l'Occident. Cette stratégie repose sur des partenariats de co-développement, inclusifs, sur une stabilisation basée sur un concept d'État-nation incluant la société civile et sur le principe d'appropriation de ces solutions par les acteurs locaux. Outre l'engagement contre Daech en Irak, elle a évidemment pour point d'orgue la Libye et la maîtrise de l'immigration clandestine. Cette dernière repose sur de multiples programmes de coopéra-

tion avec l'ensemble des pays sahéliens du Sénégal à l'Éthiopie. En Libye, où l'Italie entend assurer le leadership de la communauté internationale, au-delà de la rhétorique du *state-building*, son approche repose en réalité sur une stratégie que le chercheur Aldo Liga qualifie de « moléculaire » c'est-à-dire de négociation et de financements avec tous les acteurs pertinents de cette scène politique fragmentée (tribus, cités, milices, etc.)<sup>90</sup>. Elle a obtenu des résultats sur le trafic de migrants mais pas pour la stabilisation du pays. Dans ce contexte, les initiatives françaises sont considérées par Rome comme d'inacceptables ingérences dans la politique libyenne.

### 1.3.3 Une Grèce affaiblie développant son partenariat avec Israël et Chypre

La stratégie de sécurité d'Athènes reste largement façonnée par la dissuasion de la Turquie, en dépit d'une amélioration des relations bilatérales dans les années 2000. Or, si les dépenses militaires grecques ont été maintenues en dépit de l'effondrement socio-économique et financier du pays après 2008, elles ne permettent plus de maintenir une balance des potentiels équilibrée avec Ankara, car elles sont principalement tournées vers les dépenses de personnels au détriment des plans de modernisation et du maintien de la disponibilité opérationnelle<sup>91</sup>. La participation à l'OTAN reste une des pierres angulaires de la stratégie grecque qui a également soutenu le développement de la PSDC. Cependant, Athènes souhaite promouvoir d'autres options que la simple relation tutélaire dans laquelle elle se trouve désormais avec Bruxelles. Un axe majeur de sa stratégie de défense réside donc dans le partenariat tripartite développé depuis 2010 avec Israël et Chypre (pour sa part déçue des attermolements anglo-saxons devant les interventions turques dans sa ZEE en 2014)<sup>92</sup>. Traduit par un accord de coopération en 2015, leur partenariat va prendre la forme d'une *Eastern Mediterranean Alliance* (EMA) avec le soutien des États-Unis<sup>93</sup>.

### 1.3.4 Malte : une politique de neutralité

Malte, qui a rejoint l'UE en 2004, a également adhéré à l'Union pour la Méditerranée et le dialogue 5+5. Soutenant la PSDC et participant à la lutte contre la piraterie, la république maltaise maintient cependant une politique étrangère de relative neutralité, raison pour laquelle elle ne rejoint pas l'OTAN. Elle

reconnaît par exemple les deux gouvernements libyens. À noter que l'île est très liée à la Chine économiquement, Shanghai Electric possédant un tiers de la compagnie électrique maltaise. Sur le plan militaire, Malte, en dépit de sa taille, et en raison des exigences de sécurité maritime qu'implique son grand port de La Valette, dispose surtout d'une marine de sauvegarde maritime non négligeable<sup>94</sup>.

Au final, la France joue bien sur l'ensemble des dimensions préventive et interventionniste mais avec des moyens limités. Le gros de son action diplomatique, militaire et relative au développement s'inscrit dans des cadres multilatéraux et multinationaux. Les politiques d'aide au développement, bien dotées, exercent des effets par essence incertains sur les pays dont il convient de consolider la stabilité. Quant à l'action sécuritaire, elle se concentre sur la lutte contre les trafics de migrants et le terrorisme par le biais de stratégie directe plus que par l'assistance opérationnelle, qui reste de volume assez réduit. Cependant, au-delà de ces multiples initiatives sectorielles, ni la France, ni l'UE ne déploient de réelle stratégie intégrale couvrant l'ensemble de ces défis, un manque d'intégration aggravé par les divergences avec certains partenaires.

## 2. Risques géostratégiques et opérationnels majeurs

### 2.1 Risques d'extension des zones déstructurées et de leurs effets

Sur le plan géostratégique, la Méditerranée reste avant tout **un espace de diffusion de l'entropie des déstabilisations de ses flancs Sud et Est**. Les zones déstructurées, actuellement libyenne et syrienne, sont autant de terreaux favorisant la territorialisation et le « rayonnement » des djihadistes et génèrent ou facilitent les vagues migratoires contribuant à affecter les équilibres politiques en Europe. Ce sont ces défis qu'entendent traiter les dispositifs dont nous avons esquissé la déclinaison.

En dépit de ces efforts, le premier risque, immédiat, réside dans l'extension de ces zones déstructurées. Il est latent au Levant compte tenu des tensions au Liban et en Jordanie. Il est également latent au Maghreb, résumé succinctement par les menaces pesant sur la Tunisie aux portes de la guerre civile libyenne et les incertitudes relatives au futur du système de pouvoir à Alger.

En outre, si les flux migratoires ont connu une relative décrue, notamment en raison des efforts consentis par les Européens et leurs partenaires, la pression migratoire reste forte. **L'aggravation voire de nouvelles ruptures de la situation géopolitique non seulement en AFN mais aussi au Sahel serait donc logiquement susceptible de favoriser de nouvelles vagues migratoires.**

Cette déstructuration, en favorisant les multiples trafics, crée également selon les chercheurs de la Rand **un risque de « régression » de la sécurité maritime** en Méditerranée<sup>95</sup>.

### 2.2 Le retour à un espace de confrontation

Les recompositions de puissance contribuent à ce que la **Méditerranée redevienne à nouveau un espace de confrontation stratégique**, comme elle le fut d'ailleurs pendant la plus grande partie de l'histoire des civilisations.

C'est déjà le cas en Méditerranée orientale, où se manifestent :

- ➔ Les **recompositions de puissance aux intérêts propres et/ou s'inscrivant dans les deux coalitions régionales, sunnite ou iranienne**. Elles se traduisent par :
  - ⇒ Des luttes contre les « terrorismes » au sein ou émanant des zones déstructurées. Or, ces luttes ne se recoupent pas et conditionnent l'écheveau des réseaux de partenariats ;
  - ⇒ Une exacerbation des tensions, notamment concernant les gisements d'hydrocarbure ;
- ➔ **Le pôle de rayonnement de la puissance russe** et de sa bulle d'interdiction.

Les dynamiques d'émergence militaire qui en découlent, notamment navales (turque, israélienne, égyptienne, et russe) mais aussi balistique (avec les capacités démontrées par l'Iran), rendent **cette zone congestionnée au plan stratégique**.

Or, parallèlement, il n'est pas certain que la France puisse compter à moyen-long terme sur **des partenaires fiables dans le domaine militaire** :

- ➔ **Le désintérêt stratégique américain** pour la zone, hormis pour la lutte contre le terrorisme, pose un risque accru sur l'avenir d'une non-intervention. Cette donnée est critique car les États-Unis constituent une clé d'entrée de la France en Méditerranée orientale et en zone POMO ;
- ➔ **La faiblesse capacitaire et/ou le manque de résolution des alliés européens**. En clair, les trois puissances européennes de la zone manifestent des réticences aux interventions militaires (Espagne, Italie). Les puissances plus proches de la France en matière d'intervention se trouvent au Nord : Grande-Bretagne, Danemark, Pays-Bas, Belgique. Mis à part les Britanniques, présents dans le détroit de Gibraltar (dont la situation future est sujette à bien des incertitudes avec le Brexit<sup>96</sup>) et à Chypre (base de la RAF à Akrotiri), ces pays ont peu d'intérêts directs dans la zone ;

- ➔ **Des partenariats** avec les puissances régionales et les **pays du Golfe** qui restent à terme **aléatoires** en raison des intérêts propres de ces puissances et des lourds facteurs d'instabilité qui caractérisent leur situation.

**Le risque majeur pour la France est donc dans cette zone un risque accru de « préclusion stratégique » en fonction de la nature des crises à venir et des partenaires y prenant part.**

Enfin, **ces risques seront mécaniquement accentués par la nouvelle crise économique-financière qui ne manquera pas de se produire prochainement** et dont un nombre croissant de spécialistes considèrent que les facteurs sont déjà en place<sup>97</sup>.

**Cette nouvelle crise aura vraisemblablement des effets délétères sur toute la zone** : réduction de la consommation d'hydrocarbure et des échanges commerciaux en général, aggravant la situation des systèmes de ressources des PSEM, exacerbation des tensions y compris au sein de l'UE, accroissement des incertitudes sur la présence américaine, réduction de nos dépenses publiques et par conséquent de nos niveaux d'intervention économique et militaire, etc.

### 2.3 Risques opérationnels

Ces risques opérationnels et capacitaires sont de plusieurs ordres.

**Dans les périodes de tension ou de crise**, dont on a vu qu'elles pouvaient tendre vers un état quasi-chronique, **une large part de la Méditerranée orientale devient un espace semi-contesté** dans lequel les puissances riveraines sont en mesure d'exercer des modes d'action de pression, d'avertissement voire d'inhibition contre les présences aérienne et navale d'adversaires ou de puissances tiers. L'ensemble des émergents de la zone sont ainsi en mesure de générer :

- ➔ **Une présence navale gênant la circulation maritime.** On pense notamment à la présence de sous-marins dans la zone, dont les marins soulignent régulièrement les contraintes ;
- ➔ **Un environnement électromagnétique dégradé** en fonction de la situation, démocratisant

les modes d'action russes déjà mis en œuvre actuellement : brouillage des GNSS, de certaines transmissions par satellites et par réseaux radio. (Voir Note 1 de cet observatoire). Il s'agit cependant d'une perspective de long terme, tant il apparaît peu probable qu'aucun acteur de la zone, mis à part Israël, ne dispose à brève échéance de capacités analogues à celles des Russes.

**En cas de conflit ou de crise aiguë**, la France et ses partenaires pourraient être potentiellement confrontés à **des bulles d'interdiction, notamment en Méditerranée orientale** : à celle mise en place par les Russes s'ajoutent celles que pourraient mettre en œuvre potentiellement l'Égypte, Israël voire la Turquie dans le cas extrême où elle romprait avec l'OTAN.

Ces bulles mettraient en œuvre des capacités :

- ➔ **Navales** : MdCN des défenses côtières, des bâtiments de surface et surtout des sous-marins mais aussi une guerre des mines. Les faibles élongations rencontrées dans la zone mettent de multiples objectifs à portée de forces navales de défense au large ;
- ➔ **Aériennes** : la largeur de la Méditerranée n'excédant pas 1 000 km, la majeure partie de son espace aérien est dans le rayon d'action des avions de combat des forces de la zone et la plupart des franges littorales peuvent être balayées par les capacités sol-air longue portée (voir note n°3 de cet observatoire).
- ➔ **Électromagnétiques** comme nous l'avons vu.

En outre, le décalque du modèle iranien par le Hezbollah peut faire craindre l'importation de **modes d'action de guérilla navale** sur les rivages du Levant.

Outre l'entrave qu'elles pourraient représenter à la projection de puissance de la France et de ses partenaires directs, **ces capacités induisent un risque d'interdiction sur les lignes de communication maritimes Gibraltar-Dardanelles-Suez.** Les opérations, notamment spéciales, pourraient aussi affecter le réseau de câbles sous-marins.

### 3. Recommandations

Les risques soulignés plaident pour un renforcement des capacités permettant de mieux évaluer les situations dans la zone, de faire face aux risques de déstabilisation et **surtout de pouvoir intervenir dans ou contre les bulles d'interdiction voire d'interdire les menaces susceptibles d'émaner de ces zones.** Compte tenu des moyens limités dont dispose la France, les recommandations ne sont pas nombreuses et passent pour la plupart par des cadres multilatéraux et les coopérations.

#### Le renforcement de l'assistance militaire opérationnelle aux pays fragiles

Actuellement, l'essentiel des financements est consacré aux activités d'aide au développement alors que la coopération militaire structurelle et le PMO n'est financé qu'à hauteur de quelques dizaines M€ (36 M€ pour la DCSD par exemple).

Or, la prévention du terrorisme dans des zones comme la Tunisie, ainsi que la lutte contre les trafics et la sécurité maritime justifieraient un renforcement de ces crédits de PMO, soit via l'allocation de fonds supplémentaires soit par la

Il serait par ailleurs souhaitable que la montée en puissance du COM AMOT s'accompagne de dotations financières permettant à l'aide militaire française de peser réellement dans le développement capacitaire de nos partenaires PSEM les plus fragiles.

#### La question de l'adaptation des efforts de renseignement

Les risques soulignés *supra* rendent nécessaire l'adaptation des actions de la fonction connaissance et anticipation, principalement de la fonction de renseignement d'intérêt militaire (FIR). Il ne s'agit pas tant des capacités de recherche : le faible nombre de capteurs à la main de la DRM et des armées, l'équilibre déjà réalisé par la DRM dans ses orientations au CPCO, entre appui renseignement aux théâtres et maintien de capacité minimale de veille stratégique, n'offre guère de marge de progression.

Par contre, en termes d'exploitation, sans présumer des efforts déjà entrepris, les fonctions renseignement et ciblage large spectre pourraient permettre



basculer de certains crédits AFD sur les problématiques sécuritaires couvertes par la DCSD.

l'évaluation des risques et préparer les éventuelles réponses, par le biais d'analyses systémiques descriptives / analyses à fin de ciblage systématique

des pays de la zone et des systèmes d'interdiction susceptibles d'affecter nos intérêts.

### Le renforcement de la présence navale

En Méditerranée orientale, la situation rendrait pertinente un renforcement de la présence avancée et **la capacité à réaliser des opérations de liberté de navigation (FONO) en cas de crise ou de projection de puissance limitée**. Les outils actuels assurant cette présence au titre de la composante navale de la NRF, le *Standing NATO Maritime Group* STANAVFORMED/SNMG-2 composé de frégates et de corvettes et le *Standing NATO Mine Countermeasures Group* (SNMCMG2), bien que non négligeables, semblent un peu réduits en cas de crise.

Une option de développement capacitaire serait de proposer aux Américains, Britanniques, Italiens et Espagnols **la mise en place d'un groupe amphibie combiné permanent ou rapidement projetable**, sur le modèle de la *Multinational Amphibious Task Force* (MNATF), comme renforcement du SNMG-2 ou pour d'autres projections multinationales.

Ce groupe amphibie serait armé alternativement par un de nos BPC, le *Juan Carlos* espagnol, les porte-aéronefs italiens *Cavour*, *Garibaldi* ou son futur successeur, le *Trieste*, l'*Amphibious Ready Group* américain régulièrement placé sous contrôle opérationnel de la VIe Flotte, éventuellement un LPD Albion. Cette capacité permettrait de surcroît **d'améliorer notre aptitude à réaliser une opération amphibie multinationale** dont la perspective sur le littoral d'un PSEM n'est pas à écarter.

### L'exploitation aérienne et navale du réseau de bases méditerranéennes

La France et ses alliés bénéficient d'un atout géostratégique majeur : leurs présences militaires sur la **chaîne d'îles prolongeant leurs territoires au cœur de la Méditerranée** : la Corse, Decimomanu en Sardaigne, Sigonella et Trapani en Sicile, Hay Wharf à Malte, La Sude et Katali en Crète, Akrotiri en Chypre, auxquelles il faut ajouter les bases continentales espagnoles et celle des Britanniques à Gibraltar (voir carte ci-dessus). Ces infrastructures offrent autant de « **porte-avions insubmersibles** » permettant la défense avancée de nos territoires – ou de ceux des alliés – et la projection de puissance vers les rivages du sud. L'opération

*Unified Protector* en 2011 en a démontré toute la plus-value. Inversement, ces bases constituent des points de vulnérabilités en cas de menace. Sur un plan défensif, ces bases devraient bénéficier de capacités plus importantes de protection passive et de défense sol-air. Sur un plan plus offensif, si certaines d'entre elles comme Akrotiri étaient dotées d'une défense sol-air longue portée, elles pourraient alors couvrir certaines opérations aériennes et navales.

Afin de contribuer à mieux exploiter mais aussi préserver ces atouts géopolitiques de nos partenaires, **le MINARM pourrait proposer aux armées britanniques, italiennes, grecques et américaines des exercices de protection mais aussi de projection de force à partir de ces bases.**

### Sur le long terme, des risques justifiant une stratégie capacitaire de compensation

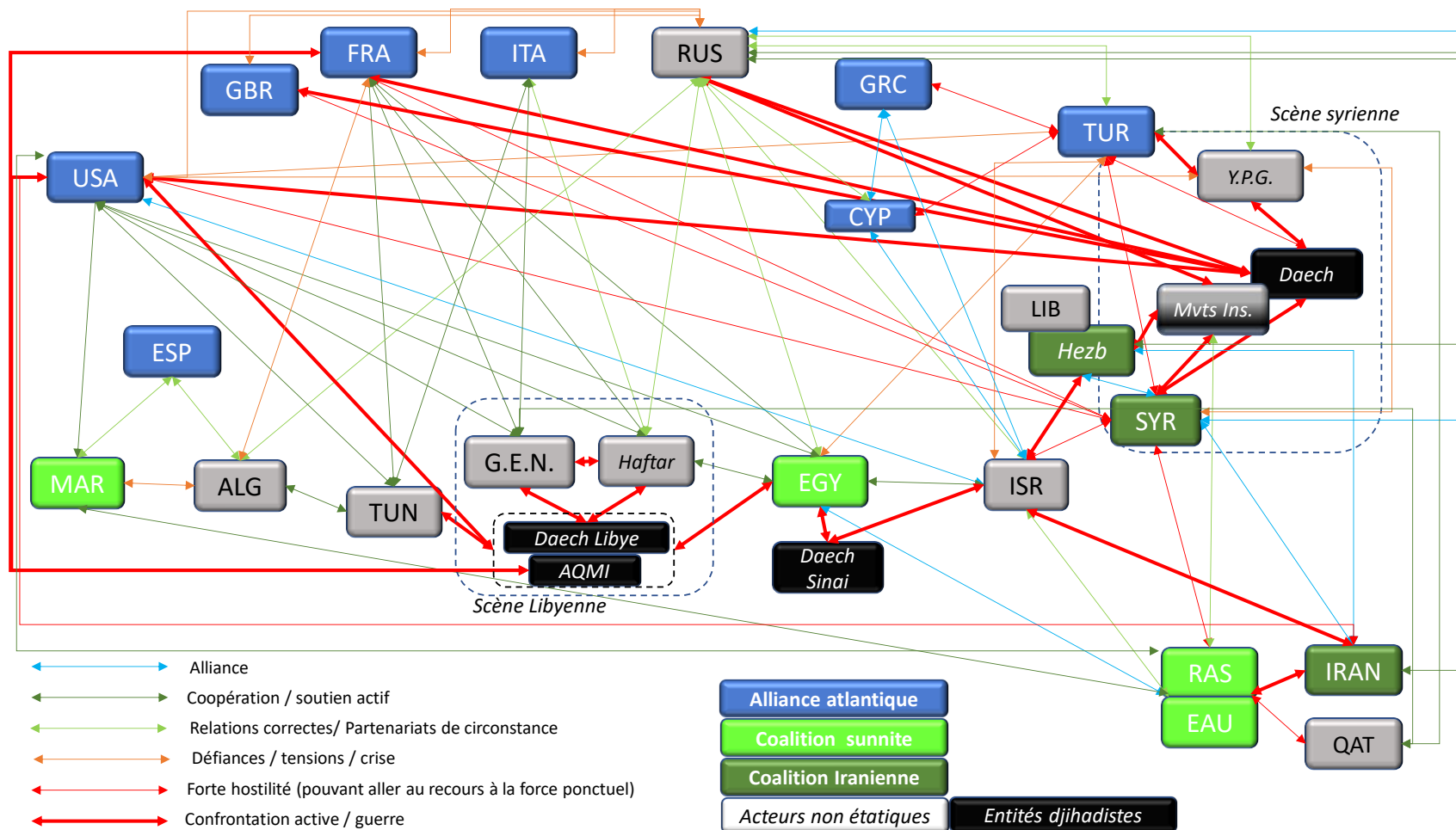
Les défis de long terme de l'espace méditerranéen mettent à nue de façon générale les lacunes capacitaires de notre appareil de force, notamment : vulnérabilité de nos SIC et de nos capacités de positionnement, navigation et timing (voir note 1), manque de capacité de notre puissance aérienne à faire face, en cas d'absence américaine, aux SDAI de puissances émergentes (voir note 3).

**Les menaces potentielles et le caractère aléatoire de nos partenariats confortent ainsi le besoin d'une stratégie capacitaire de « compensation ».** Cette stratégie consiste à identifier et à développer les avantages compétitifs permettant à notre système de force et ceux de nos partenaires interventionnistes, échantillonnaires, de retrouver une massification des effets tout en assurant leur montée en gamme qualitative contre les menaces les plus sophistiquées.

Prenons un exemple. Les bulles d'interdiction multidomaines rendent nécessaires le développement de moyens de contre-déni d'accès complémentaires du SCAF. Une option efficace, rentable car reposant sur des technologies éprouvées, et adaptée à la configuration méditerranéenne, serait **un missile courte portée quasi-balistique** (à tête manoeuvrante pour éviter la défense antimissile) à guidage par corrélation d'image (pour contourner le brouillage GNSS). Ce missile, s'il disposait d'une portée d'un millier de kilomètres, serait en mesure

de frapper à partir de notre territoire ou de ceux de nos partenaires, des cibles de haute valeur (C2, radars de SDAI, etc.) dans la profondeur de la plupart des zones de crise riveraines de Méditerranée. Une coopération avec les puissances interventionnistes comme la Grande-Bretagne, celles du Benelux pourrait être à rechercher dans ce domaine. Il ne s'agit bien entendu que d'une piste parmi d'autres.

# Annexe 1 – Diagramme des relations entre les principaux acteurs stratégiques



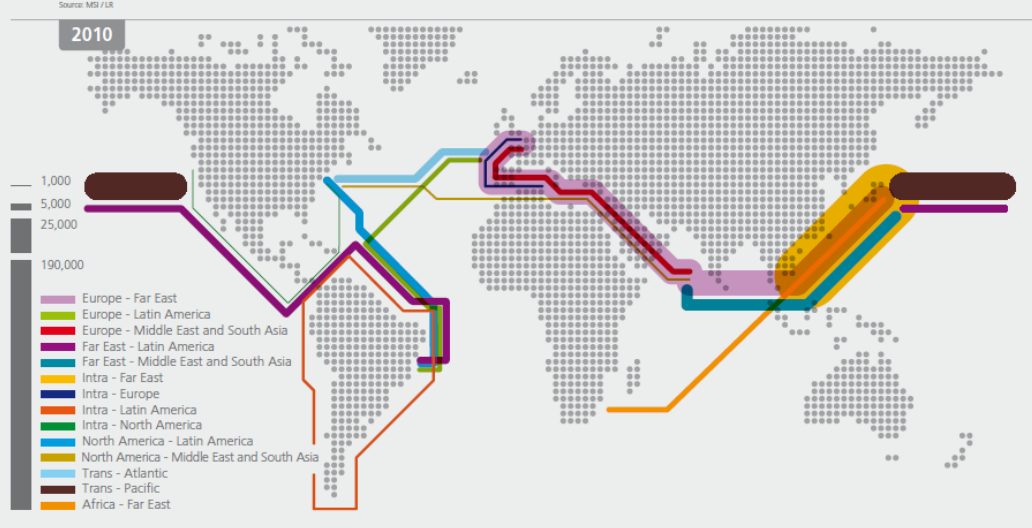


## Annexe 2 – Les routes du trafic mondial de conteneurs en 2010 et en 2030

### Major Container trade routes

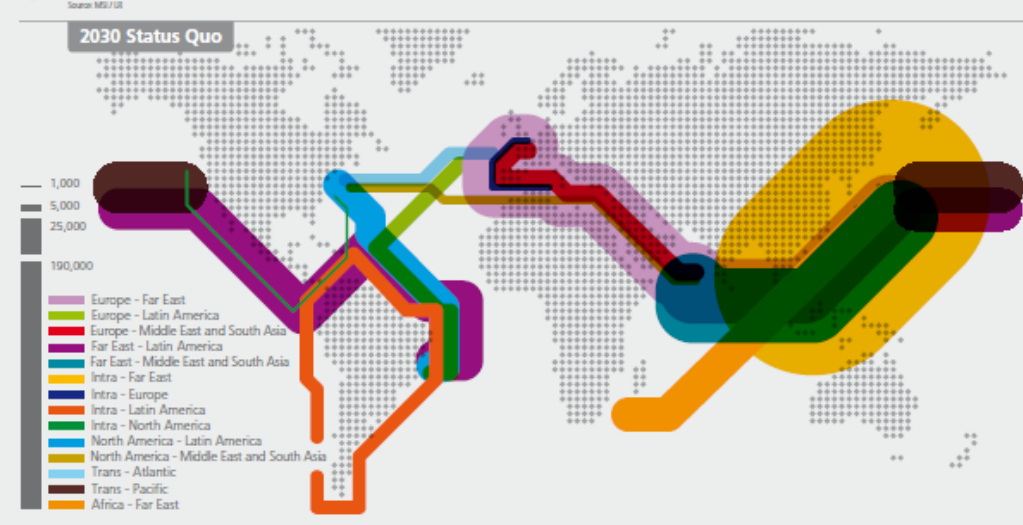
The greatest growth in container trade will take place between the Far East and the Middle East for the next two decades. The Indian Ocean and Asia Pacific will be at the centre stage of the global container market. There will also be a significant growth in trades between the Far East and Latin America.

Fig. 61 Seaborne Container trade 2010 (thousand TEU)



Global Marine Trends 2030, Loyd's Register, pp. 76-77  
<https://www.lr.org/en/insights/global-marine-trends-2030/>

Fig. 62 Seaborne Container trade 2030 (thousand TEU)



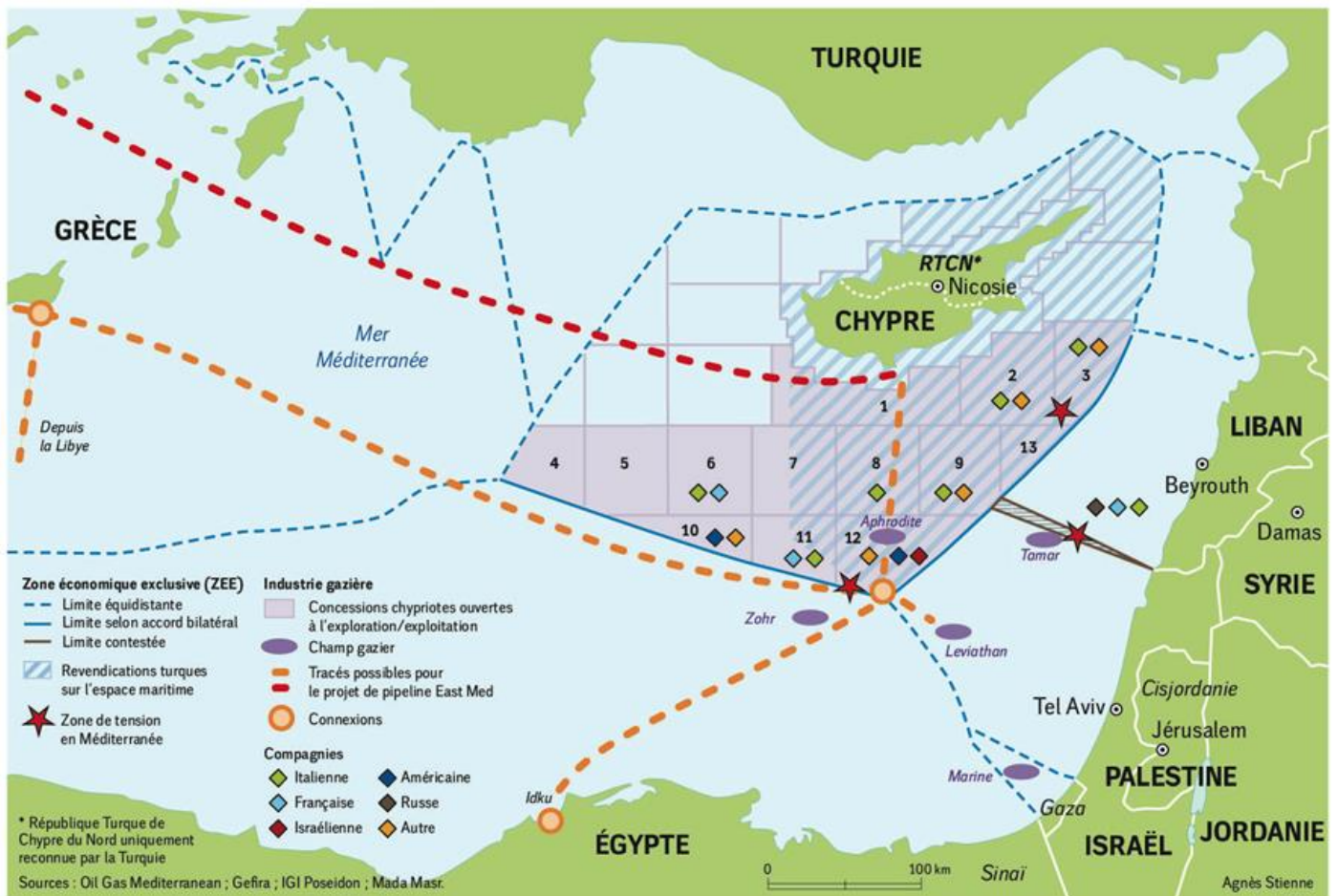


## Annexe 4 – Tableau des principaux champs gaziers de la région méditerranéenne orientale

Champs	Date de découverte	Date de production	Estimation
Tamar (Israël)	2009	2013	
Leviathan (Israël)	2010	2019-20 (estimation)	605,9 Gm <sup>3</sup>
Aphrodite (Chypre)	2011	?	127,4 Gm <sup>3</sup>
Karish/Tanin (Israël)	2013/2011	2020 (estimation)	
Zohr (Égypte)	2013	2017	849 Gm <sup>3</sup>
Calypso (Chypre)	2018	?	< 169,9 et 226,5 Gm <sup>3</sup> >

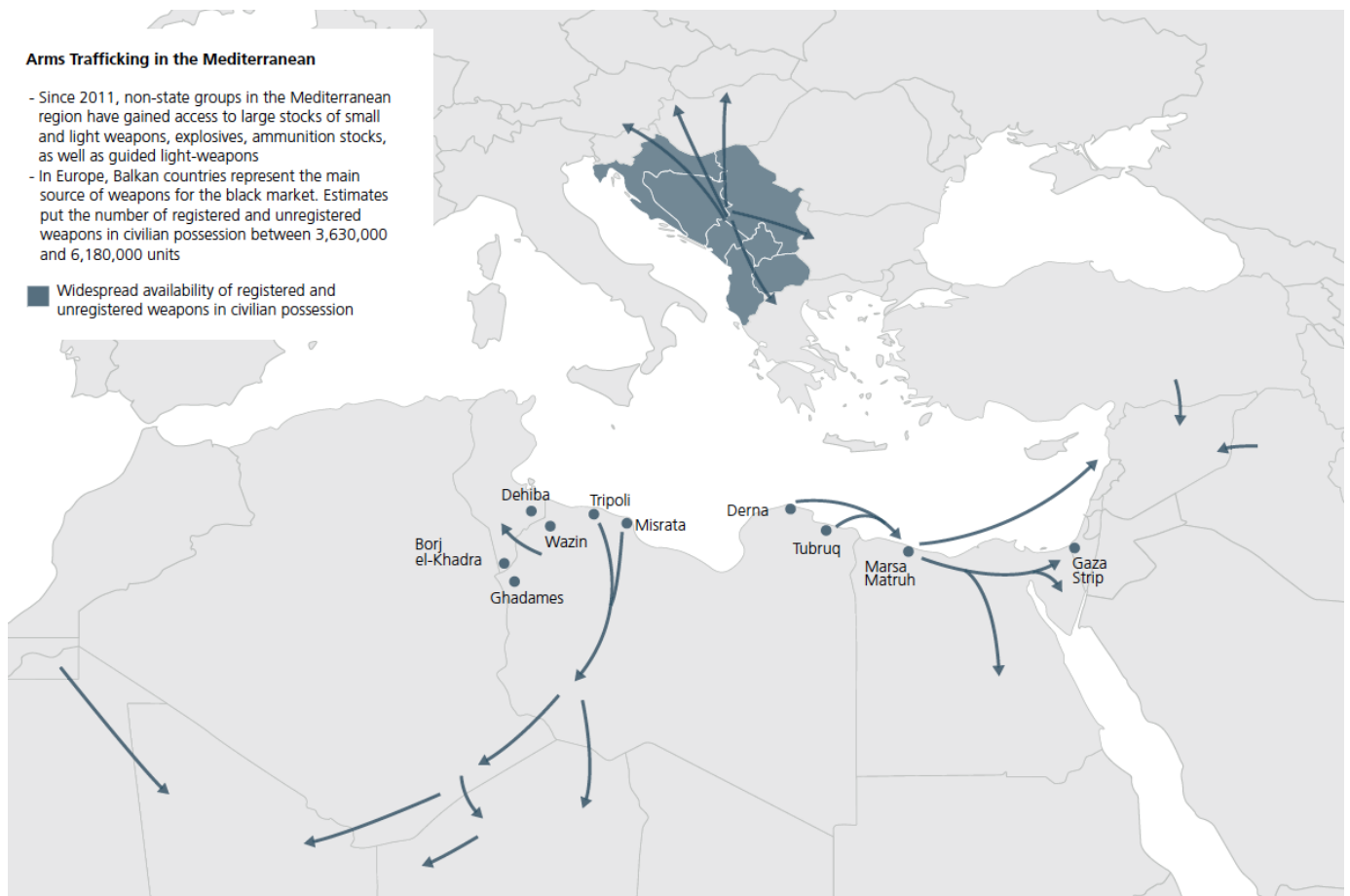
Source : FRS d'après David Amsellem 2016, Benjamin Augé 2018.

## Annexe 5 – Carte des principaux champs gaziers et pétrolifères en Méditerranée orientale



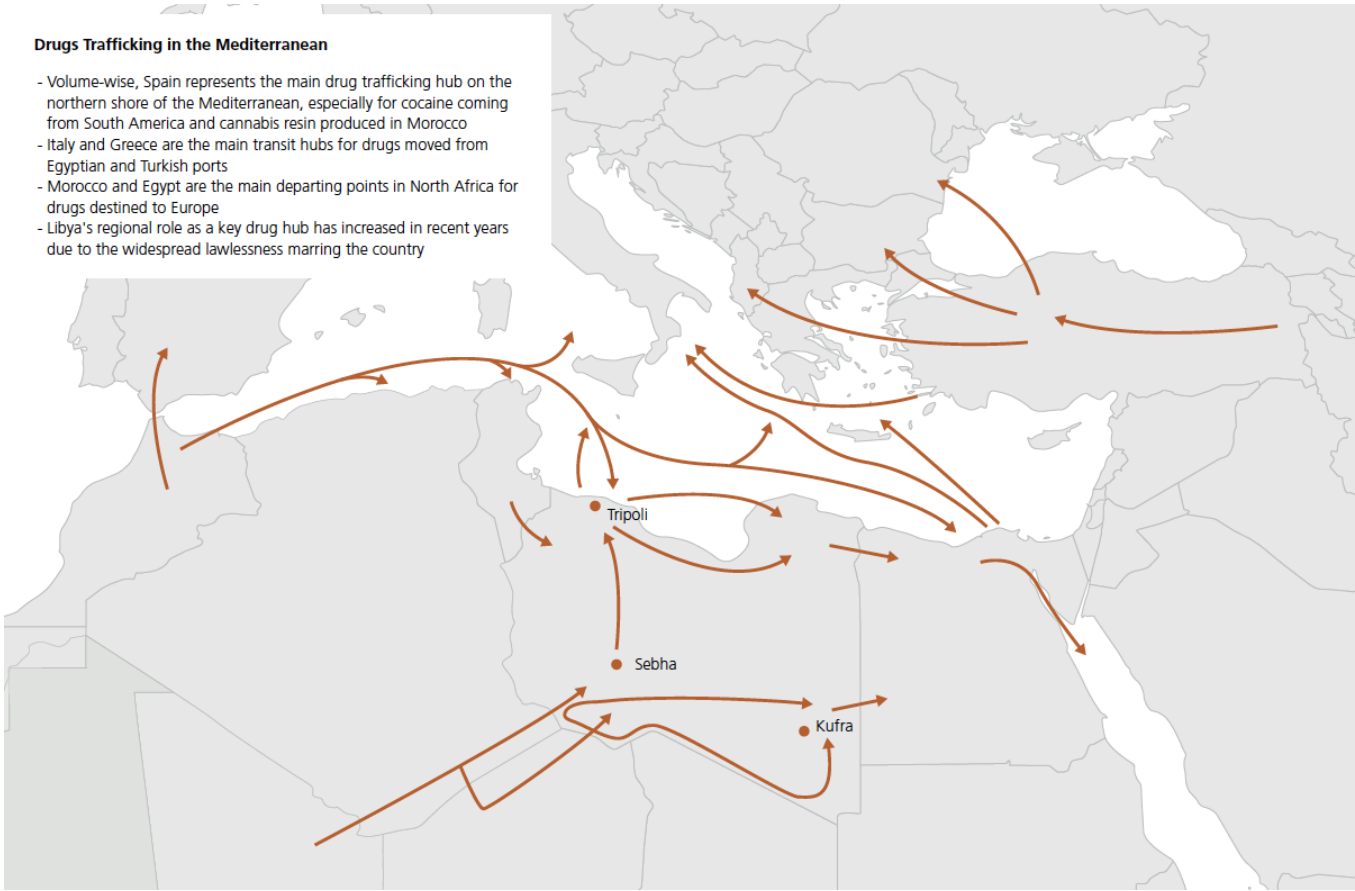
Source : Agnès Stienne, février 2018

## Annexe 6 – Carte des routes du trafic d'armes en Méditerranée



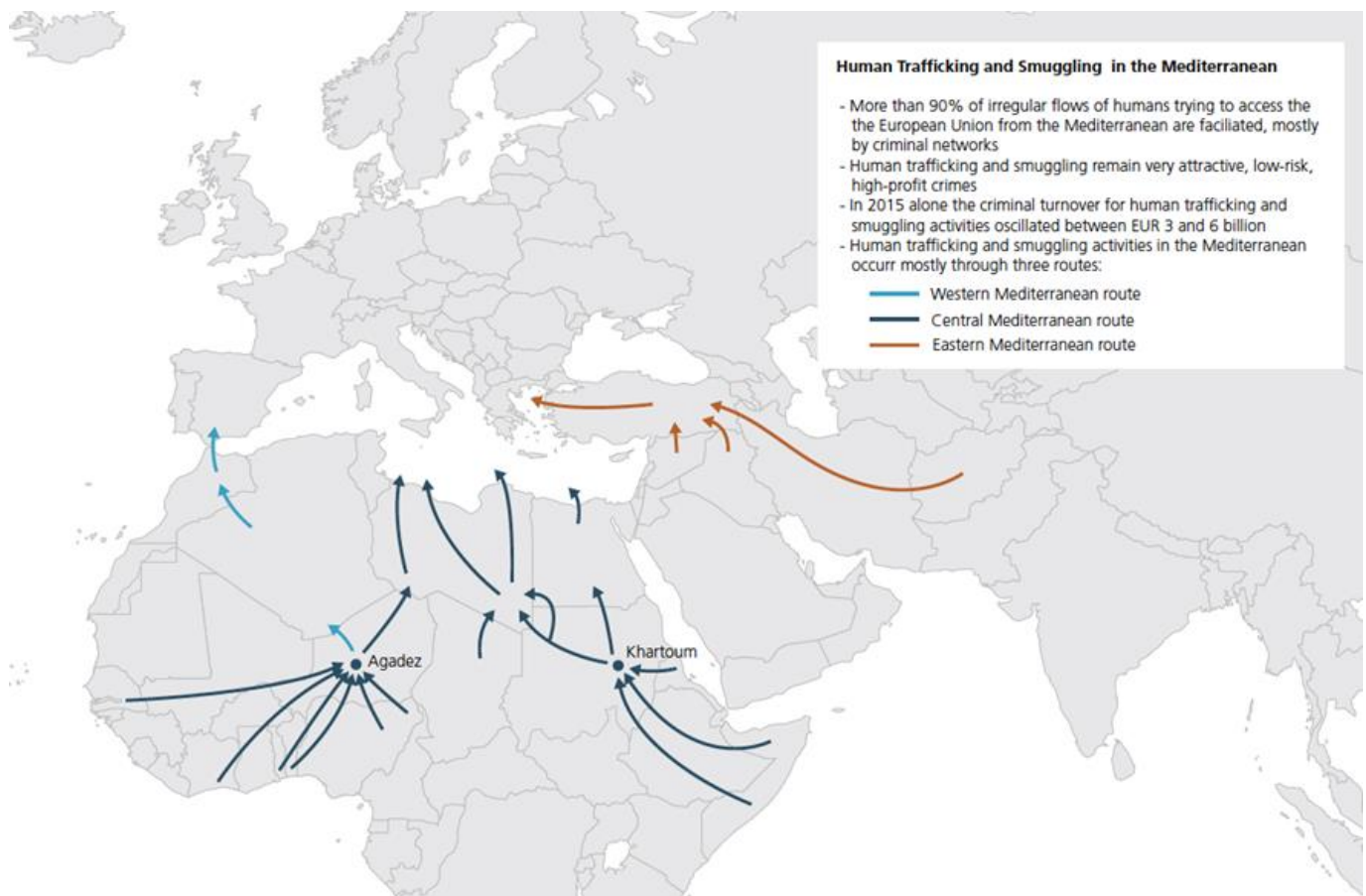
Source : RAND, Giacomo Persi Paoli, Jacopo Bellasio, 2017.

# Annexe 7 – Carte des routes du trafic de drogues à travers la Méditerranée



Source : RAND, Giacomo Persi Paoli, Jacopo Bellasio, 2017.

## Annexe 8 – Carte des migrations vers l'Union Européenne



Source : RAND, Giacomo Persi Paoli, Jacopo Bellasio, 2017.

## REFERENCES

- <sup>1</sup> Fernand Braudel, *La Méditerranée*, éditions Arts et métiers graphiques, 1977, p. 8
- <sup>2</sup> « Document stratégique de façade Méditerranée, situation de l'existant, enjeux et vision à 2030 », Dossier du maître d'ouvrage, 20 décembre 2017, Ministère de la transition écologique et solidaire.
- <sup>3</sup> Arthur Loustalot, « Dans le détroit de Gibraltar, la traque à grande vitesse des « Narcos », Paris Match, 27 juillet 2018. <https://www.parismatch.com/Actu/International/Dans-le-Detroit-de-Gibraltar-la-traque-a-grande-vitesse-des-Narcos-1565799>
- <sup>4</sup> American Association of Port Authorities, *World Port Rankings 2015* in « Ports », World Shipping Council, <http://www.worldshipping.org/about-the-industry/global-trade/ports>
- <sup>5</sup> Akram Khariief, « Algérie - Maroc : que pèsent leurs forces militaires ? », *Middle East Eye*, 11 avril 2018, <https://www.middleeasteye.net/fr/opinions/alg-rie-maroc-que-p-sent-leurs-forces-militaires-1229207361>
- <sup>6</sup> *Military Balance 2018*.
- <sup>7</sup> Slimane Zeghidour, intervention, dans le cadre du séminaire *Situation en Algérie*, coordonné par Manon-Nour Tannous, Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel, 9 novembre 2017.
- <sup>8</sup> L. Brahmi, « Exploration du pétrole en offshore en Algérie, Les premiers forages à Bejaïa et Oran », *L'Econews*, 15 juillet 2014, [http://www.leconews.com/fr/actualites/nationale/energie/les-premiers-forages-a-bejaia-et-oran-15-07-2014-170607\\_289.php](http://www.leconews.com/fr/actualites/nationale/energie/les-premiers-forages-a-bejaia-et-oran-15-07-2014-170607_289.php) ; « Sonatrach: lancement des premiers forages en offshore en début 2019 », Radion Algérienne, 24/09/2018, <http://www.radioalgerie.dz/news/fr/article/20180924/150779.html>
- <sup>9</sup> Josep Baqués, « La modernización del Ejército de Tierra de Marruecos: datos e inferencias para una mirada estratégica Análisis », Grupo de Estudios en Seguridad Internacional (GESI), 7/2018, <https://www.seguridadinternacional.es/?q=es/content/la-modernizaci%C3%B3n-del-ej%C3%A9rcito-de-tierra-de-marruecos-datos-e-inferencias-para-una-mirada>
- <sup>10</sup> Lire l'excellent ouvrage d'Aude Thomas, *L'État islamique en Libye : Acteurs et facteurs du conflit*, Editions du Cygne octobre 2017.
- <sup>11</sup> Yaroslav Trofimov, « How Tunisia became a top source of ISIS recruits », *The Wall Street Journal*, 25 february 2016. <https://www.wsj.com/articles/how-tunisia-became-a-top-source-of-isis-recruits-1456396203>
- <sup>12</sup> Taieb Khouni, « 851 militaires étrangers se trouvent actuellement en Tunisie, annonce le ministre de la Défense », *HuffPost Tunisie*, 01/12/2017, [https://www.huffpostmaghreb.com/2017/12/01/militaires-etrangeurs-en-t\\_n\\_18695654.html](https://www.huffpostmaghreb.com/2017/12/01/militaires-etrangeurs-en-t_n_18695654.html)
- <sup>13</sup> Données compilées par le programme de Security Assistance Monitor, *Center for International Policy*, <http://securityassistance.org/Tunisia>
- <sup>14</sup> Nathan Gain, « Terrorisme: la France quadruple son aide militaire à la Tunisie », *Forces Operations Blog*, 7 octobre, 2015, <http://forcesoperations.com/terrorisme-la-france-quadruple-son-aide-militaire-a-la-tunisie/>
- <sup>15</sup> Jean-François Coustillère, « Stratégies en Méditerranée », *Les Cahiers de l'Orient*, 2016/1 (N°121), pp. 91-114.
- <sup>16</sup> Pavel K. Baev, Kemal Kirişçi, *An ambiguous partnership: The serpentine trajectory of Turkish-Russian relations in the era of Erdoğan and Putin*, Turkey Project Policy Paper, Number 13, The Center on the United States and Europe at Brookings, September 2017.
- <sup>17</sup> Expression de Bernard Hourcade, géographe au CNRS sur le « Monde iranien et Indien ».
- <sup>18</sup> Manon-Nour Tannous, compte-rendu du Séminaire « Liban », Observatoire du monde Arabo-musulman et du sahel, FRS, 11 décembre 2017.
- <sup>19</sup> Pour une étude sur l'arsenal du Hezbollah, voir : Ian Williams, Shaan Shaikh, « Missiles and Rockets of Hezbollah », *Center for Strategic and International Studies*, 5 juillet 2018, <https://missilethreat.csis.org/country/hezbollahs-rocket-arsenal/>
- <sup>20</sup> Giuseppe Dentice, « Egypt-Gulf Countries: "New Normal" Relations », *ISPI*, 15 March 2018.
- <sup>21</sup> Egygreenfly, « Egypt's Long, Bloody Fight Against The Islamic State in Sinai is Going Somewhere », September 16, 2017, « Sinai : Tactical Frailties Undermine Strategic Half Measures », February 16, 2018, « Sinai: New Tricks Old Habits », June 16, 2018, blog *Egypt Defence Review*.



- <sup>22</sup> Michael Rubin, « The Enduring Iran-Syrian-Hezbollah Axis », *American Enterprise Institute for Public Policy Research*, n°6, décembre 2009.
- <sup>23</sup> Erika Solomon, « Iran faces uphill battle to profit from its role in Syria war », *The Financial Times*, 14 février 2018.
- <sup>24</sup> Ishaan Tharoor, « Shiites in India Want to Join the Fight against the Islamic State in Iraq », *Washington Post*, August 6, 2014, <http://www.washingtonpost.com/blogs/worldviews/wp/2014/08/06/shiites-in-india-want-to-join-the-fight-against-the-islamic-state-in-iraq/>
- <sup>25</sup> Pour une analyse régionale du phénomène, voir : Phillip Smyth, « The Shiite Jihad in Syria and Its Regional Effects », *The Washington Institute*, Policy Analysis, février 2015. Pour une analyse centrée sur les dynamiques syriennes, voir : Cody Roche, « Assad Regime Militias and Shi'ite Jihadis in the Syrian Civil War », *Bellingcat*, 30 novembre 2016, <https://www.bellingcat.com/news/mena/2016/11/30/assad-regime-militias-and-shiite-jihadis-in-the-syrian-civil-war/>
- <sup>26</sup> Phillip Smyth, « How Iran Is Building Its Syrian Hezbollah », *The Washington Institute*, Policy Analysis, Policy Watch 2580, 8 mars 2016, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/how-iran-is-building-its-syrian-hezbollah>
- <sup>27</sup> Paul Bucala, Frederic W. Kagan, « Iran's Evolving Way of War: How the IRGC Fights in Syria », *Critical Threats*, 23 mars 2016.
- <sup>28</sup> Pour un point de vue général, voir : Hamidreza Aziz, « Iran eyes major role in post-war Syria via reconstruction », *Al-Monitor*, 11 septembre 2018, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2018/09/iran-syria-reconstruction-russia-china-belt-road-initiative.html>, pour le domaine énergétique en particulier, voir, Tsvetana Paraskova, « Iran to Build Power Plant in Syria », *OilPrice.com*, 2 octobre 2018, <https://oilprice.com/Latest-Energy-News/World-News/Iran-To-Build-Power-Plant-In-Syria.html>.
- <sup>29</sup> Anton Mardasov, « Russia eyes role in formation of Syria's National Defense Forces », *Al-Monitor*, 27 août 2018.
- <sup>30</sup> Khaled al-Khatib, « Turkey props up industrial zone in Syria's al-Bab », *Al-Monitor*, 1<sup>er</sup> mars 2018.
- <sup>31</sup> Barak Barfi, « Containing the Afrin Crisis: Turkey's Goals and Military Challenges », *The Washington Institute*, 31 janvier 2018.
- <sup>32</sup> Kemal Kirisci, « The Idlib offensive could create a major refugee outflow—What should Turkey do? », *Brookings*, 6 septembre 2018, <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2018/09/06/the-idlib-offensive-could-create-a-major-refugee-outflow-what-should-turkey-do/>
- <sup>33</sup> Borzou Daragahi, « Turkey Has Made a Quagmire for Itself in Syria », *Foreign Policy*, | July 13, 2018.
- <sup>34</sup> Béatrice Chatain, « Fortunes et infortunes de mer en Méditerranée orientale », *Confluences Méditerranée*, n°104 – printemps 2018.
- <sup>35</sup> Andre Prontera, Mariusz Ruszel, « Energy security in the eastern Mediterranean », *Middle East Policy Council*, 2017, pp. 145-162.
- <sup>36</sup> Benjamin Augé, « L'Égypte, nouvelle plateforme gazière en Méditerranée orientale », *Notes de l'IFRI*, Septembre 2018, 34 p.
- <sup>37</sup> Theodoros Tsakiris, « La géopolitique énergétique en Méditerranée orientale et la question chypriote », *Secteurs Stratégiques, Sécurité et politiques, Annuaire IEMed de la Méditerranée 2017*, pp. 319-322.
- <sup>38</sup> Jean-Dominique Merchet, « Mais que va donc faire l'Égypte de ses deux Mistral ? », *L'Opinion*, 23 septembre 2015 & « Mistral gagnés : comment l'Égypte va-t-elle payer ? » *L'EXPRESS.fr* avec AFP, 23 septembre 2015.
- <sup>39</sup> Dr. Yagil Henkin, « The Egyptian Military Buildup: An Enigma », *The Jerusalem Institute for Strategic Studies*, January 07 2018, <https://jiss.org.il/en/henkin-egyptian-military-buildup-enigma/>
- <sup>40</sup> Egyptgreenfly, « Egypt's Long, Bloody Fight Against The Islamic State in Sinai is Going Somewhere », September 16, 2017, « Sinai : Tactical Frailties Undermine Strategic Half Measures », February 16, 2018, « Sinai: New Tricks Old Habits », June 16, 2018, blog *Egypt Defence Review*.
- <sup>41</sup> Dr. Yagil Henkin, *op. cit.*
- <sup>42</sup> Amy Svitak, « Ankara Plans To Loft 25 Satellites By 2033 », *Aviation Week & Space Technology*, Jun 10, 2013.
- <sup>43</sup> Voir dans le domaine naval, D-Mitch, « Turkish Navy modernization and shipbuilding plans through 2030 », *Naval Analysis*, 16 September 2017, <http://www.navalanalyses.com/2017/09/turkish-navy-modernization-and.html>
- <sup>44</sup> « Considerable Increase in Turkey's 2018 Budget for Defense », *Defence Turkey*, 2017 <http://www.defenceturkey.com/en/content/considerable-increase-in-turkey-s-2018-budget-for-defense-2897#.W8ajzmgzbc>
- <sup>45</sup> Lars Haugom An Uncertain Future for the Turkish Armed Forces, Turkey Analysis. 26 September 2017, <https://www.turkeyanalyst.org/publications/turkey-analyst-articles/item/588-an-uncertain-future-for-the-turkish-armed-forces.html>
- <sup>46</sup> Igor Delanoë, « Le retour de la Russie en Méditerranée », *Cahiers de la Méditerranée*, n°89, 2014, pp. 23-25.

- <sup>47</sup> Global Governance Institute, National Backgrounders – European Foreign Policy Country Profile – *Cyprus*, December 2015, p. 3, <https://euagenda.eu/publications/national-backgrounders-european-foreign-policy-country-profile-cyprus>
- <sup>48</sup> Laurent Lagneau, « La Russie va mener d'importantes manœuvres navales en Méditerranée », *Opex360*, 30 août 2018. Disponible sur «<http://www.opex360.com/2018/08/30/russie-va-mener-dimportantes-manoevres-navales-mediterranee/>»
- <sup>49</sup> Kristina Kausch, « Europe's Maghreb Headache », Policy Brief, German Marshall Fund, May 16, 2017, <http://www.gmfus.org/publications/europes-maghreb-headache>
- <sup>50</sup> Ian O. Lesser, German Marshall Fund of the United States, Bruxelles, *L'administration Trump et la Méditerranée, Annuaire IEMed. de la Méditerranée 2017*, pp 109-114, [http://www.iemed.org/publicacions-fr/historic-de-publicacions/anuari-de-la-mediterrania-fr/sumaris/observatori/arees-danalisi/arxius-adjunts/anuari/med.2017/french/IEMed\\_MedYearbook2017fr\\_administration\\_donald\\_trump\\_mediterrane\\_lesser.pdf](http://www.iemed.org/publicacions-fr/historic-de-publicacions/anuari-de-la-mediterrania-fr/sumaris/observatori/arees-danalisi/arxius-adjunts/anuari/med.2017/french/IEMed_MedYearbook2017fr_administration_donald_trump_mediterrane_lesser.pdf)
- <sup>51</sup> Gen. Thomas D. Waldhauser, *U.S. Africa Command 2018 Posture Statement*, March. 2018 <https://www.afcom.mil/about-the-command/2018-posture-statement-to-congress>
- <sup>52</sup> Heather A. Conley, Haim Malka, Donatienne Ruy, *Restoring the Eastern Mediterranean as a U.S. Strategic Anchor*, CSIS, May 22, 2018, p.VIII <https://www.csis.org/analysis/restoring-eastern-mediterranean-us-strategic-anchor>
- <sup>53</sup> Helene Cooper, « Fraying Ties With Trump Put Jim Mattis's Fate in Doubt », *The New York Times*, Sept. 15, 2018.
- <sup>54</sup> *EUCOM Posture Statement 2018, Statement of General Curtis M. Scaparrotti, United States Army Commander, United States European Command*, United States Senate Committee On Armed Services, March 8, 2018, <http://www.eucom.mil/mission/eucom-posture-statement-2018>
- <sup>55</sup> Paul Sonne & Missy Ryan, « Bolton: U.S. forces will stay in Syria until Iran and its proxies depart », *Washington Post*, September 24, 2018.
- <sup>56</sup> John Grady, « Foggo: U.S. Needs More Forward Presence in Mediterranean Sea », *USNI News*, February 13, 2018, [https://news.usni.org/2018/02/13/foggo\\_mediterranean\\_sea](https://news.usni.org/2018/02/13/foggo_mediterranean_sea)
- <sup>57</sup> Alice Ekman, « La Chine en Méditerranée : une présence émergente », IFRI, février 2018. <https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/chine-mediterranee-une-presence-emergente>
- <sup>58</sup> Peter Roell, « China's interests and challenges in the Mediterranean », *ISPSW Strategie Serie: Focus on Defense and International Security*, N° 578, September 2018.
- <sup>59</sup> La « Nouvelle Route de la Soie » ou « Belt and Road Initiative – BRI » est un vaste programme économique international qui repose sur la connectivité politique, des infrastructures, commerciale, financière et humaine. Lancé en 2013, la BRI relie la Chine et l'Europe en passant par le Kazakhstan, la Russie, la Biélorussie, la Pologne, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Cette initiative englobe 65 pays asiatiques et européens, représentant 55 % du PIB mondial, 70 % de la population mondiale, 75 % des réserves énergétiques mondiales, pour une durée d'investissement pour l'ensemble des projets d'environ 30-35 ans. <http://www.iris-france.org/103572-belt-and-road-initiative-bri-une-lecture-economique/>
- <sup>60</sup> [www.huaweimarine.com](http://www.huaweimarine.com)
- <sup>61</sup> Annie Kowalewski, « China's increasing engagement in Syrian conflict », *Georgetown Security Studies Review*, 10 septembre 2018, <http://georgetownsecuritystudiesreview.org/2018/09/10/chinas-increasing-engagement-in-syrian-conflict/>
- <sup>62</sup> *Ibid.*
- <sup>63</sup> Roxana Cristea, « Les tribulations chinoises en méditerranée... », *Sécurité globale*, 2017/3 (N°11), pp. 43-55.
- <sup>64</sup> « The Military Balance », Chapter Six : Asia, *Routledge*, 2018, 97 p.
- <sup>65</sup> Giacomo Persi Paoli, Jacopo Bellasio, « Against the rising tide: an overview of the growing criminalisation of the Mediterranean region », *RAND Perspective*, 2017, 37 p.
- <sup>66</sup> Small Arms Survey (SAS), « Hangun Ownership and Armed Violence in the Western Balkans », *Issue Brief*, N°4. 2014c.
- <sup>67</sup> HuffPost Maroc, « 160 kilos de résine de cannabis saisis au port de Tanger Med », 23 août 2018. [https://www.huffpostmaghreb.com/entry/160-kilos-de-resine-de-cannabis-saisis-au-port-de-tanger-med\\_mg\\_5b7e8a7be4b0cd327dfa19a9](https://www.huffpostmaghreb.com/entry/160-kilos-de-resine-de-cannabis-saisis-au-port-de-tanger-med_mg_5b7e8a7be4b0cd327dfa19a9)
- <sup>68</sup> Arthur Loustalot, « Dans le Déroit de Gibraltar, la traque à grande vitesse des « Narcos » », *Paris Match*, 27 juillet 2018, <https://www.parismatch.com/Actu/International/Dans-le-Detroit-de-Gibraltar-la-traque-a-grande-vitesse-des-Narcos-1565799>
- <sup>69</sup> Frontex, « Annual Risk Analysis 2015 ».
- <sup>70</sup> Europol, « Migrant Smuggling in the EU », 2016.

- <sup>71</sup> S.a. « Les résultats électoraux de l'extrême droite en Europe », *Toute l'Europe*, 27 avril 2017, <https://www.touteleurope.eu/actualite/les-resultats-electoraux-de-l-extreme-droite-en-europe.html>
- <sup>72</sup> Louisa Dris-Ait Hamadouche, *op. cit.*
- <sup>73</sup> Selon la Convention de Montego Bay de 1982, les Zones économiques exclusives de chaque État s'étendent jusqu'à 200 milles nautiques des côtes dans lesquelles s'exercent les droits souverains d'exploration et d'exploitation des ressources.
- <sup>74</sup> « Global Trends 2030: alternative worlds », *National Intelligence Council*, December 2012, 140 p.
- <sup>75</sup> Peter Engelke, Lisa Aronsson, Magnus Nordenman, « Mediterranean Futures 2030: Toward a Transatlantic Security Strategy », *Atlantic Council*, January 2017.
- <sup>76</sup> Aysegül Kibaroglu, « Les défis de l'eau dans la région Méditerranée », *Secteurs Stratégiques, Sécurité et politiques, Annuaire IEMed de la Méditerranée 2017*, pp. 304-307.
- <sup>77</sup> Discours du Président de la République à la conférence des Ambassadeurs, 27 Août 2018, <http://www.elysee.fr/declarations/article/discours-du-president-de-la-republique-a-la-conference-des-ambassadeurs/>
- <sup>78</sup> La Haute-représentante de L'Union pour les affaires étrangères et la Politique de sécurité, *Réexamen de la politique européenne de voisinage*, Bruxelles, Communication conjointe au parlement européen, au conseil, au comité économique et social européen et au comité des régions, le 18.11.2015 ; Commission européenne - Communiqué de presse, « Politique européenne de voisinage révisée: soutenir la stabilisation, la résilience et la sécurité », Bruxelles, le 18 mai 2017 ; Vincent Lequeux, « La politique européenne de voisinage », Synthèse, *Toute l'Europe*, 08.03.2018, <https://www.touteleurope.eu/actualite/la-politique-europeenne-de-voisinage.html>
- <sup>79</sup> Nicolas Gros-Verheyde, « Frontex : comment arrive-t-on au chiffre de 10 000 personnes promis par le Conseil européen », blog *Bruxelles 2*, 4 juillet 2018, <https://www.bruxelles2.eu/2018/07/04/comment-arrive-t-on-a-un-effectif-de-10-000-personnes-pour-frontex/>
- <sup>80</sup> « UE: les pays du Sud réfractaires au renforcement de Frontex », *Le Figaro.fr* avec *AFP*, 19 septembre 2018.
- <sup>81</sup> Voir site de l'opération : <https://www.operationsophia.eu/>
- <sup>82</sup> Kristina Kausch, « Rethinking Europe's Comparative Advantage in the Mediterranean », Policy Brief, German Marshall Fund, August 15, 2018, <http://www.gmfus.org/publications/rethinking-europes-comparative-advantage-mediterranean>.
- <sup>83</sup> Nicolas Gros-Verheyde, « En Méditerranée, Sophia (UE) et Sea Guardian (OTAN) se parlent », *Bruxelles2*, 5 Mar 2018, <https://www.bruxelles2.eu/2018/03/05/en-mediterranee-sophia-ue-et-sea-guardian-otan-se-parlent/>
- <sup>84</sup> Frédéric Dubessy, « L'OTAN s'implique de plus en plus en Méditerranée », *Econostrum*, Lundi 11 Juillet 2016.
- <sup>85</sup> Voir le site tenu par l'Institut Européen de la Méditerranée : <http://medthink5plus5.org/le-dialogue-55/>
- <sup>86</sup> CDT Hervé Braun, « Le dialogue 5+5 et son volet défense : une coopération à promouvoir », 18 avril 2014 <http://www.iris-france.org/43544-le-dialogue-55-et-son-volet-defense-une-cooperation-a-promouvoir/>
- <sup>87</sup> Jordi Vaquer i Fanés, Eduard Soler i Lech, *Spain and the New Mediterranean- Overlapping Crises*, IAI, December 10, 2012.
- <sup>88</sup> « Spain and Morocco observe excellent state of bilateral relations », *La Moncloa*, Monday 5 June 2017, <http://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/news/Paginas/2017/20170605-morocco.aspx>
- <sup>89</sup> *The Italian strategy in the Mediterranean: Stabilising the crises and building a positive Agenda for the region*, Minister of Foreign Affairs and International Cooperation, 2017.
- <sup>90</sup> Aldo Liga, *"Playing with Molecules": The Italian Approach to Libya*, *Etudes de l'Ifri*, April 2018.
- <sup>91</sup> Dr Dionysos Chouchoulis, « Greece » in Hugo Meijer et Marco Wyss (Dir.), *The Handbook of European Defence Policies and Armed Forces*, Oxford University Press, 11 juillet 2018, pp. 313-330.
- <sup>92</sup> Global Governance Institute, National Backgrounders – European Foreign Policy Country Profile – *Cyprus*, December 2015, p. 3, <https://euagenda.eu/publications/national-backgrounders-european-foreign-policy-country-profile-cyprus>
- <sup>93</sup> John M. Nomikos, *Greece and the Eastern Mediterranean Alliance*, BESA Center Perspectives Paper No. 897, July 17, 2018.
- <sup>94</sup> Global Governance Institute, National Backgrounders – European Foreign Policy Country Profile – *Malta*, December 2015, <https://euagenda.eu/publications/national-backgrounders-european-foreign-policy-country-profile-malta>
- <sup>95</sup> Michael J. McNerney, Giacomo Persi Paoli, Sarah Grand-Clement, « Cross-Cutting Challenges and their Implications for the Mediterranean Region », *RAND Perspective*, 2017, 27 p.
- <sup>96</sup> « Quel avenir pour Gibraltar après le Brexit ? », *Toute l'Europe.eu* <https://www.touteleurope.eu/actualite/quel-avenir-pour-gibraltar-apres-le-brexit.html>
- <sup>97</sup> Jézabel Couppey-Soubeyran, « Dix après, rien ne nous éloigne de la prochaine crise financière », *Diplomatie*, n°94, septembre-octobre 2018.